

**OFPPT**

**ROYAUME DU MAROC**

**مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل**  
**Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion**  
**du Travail**

**DIRECTION RECHERCHE ET INGENIERIE DE FORMATION**

**VERSION EXPERIMENTALE**

**RESUME THEORIQUE  
&  
GUIDE DE TRAVAUX PRATIQUES**

<b>MODULE 22</b>	<b>DROIT EN TRAVAUX PUBLICS/ECONOMIE ET GESTION DE L'ENTREPRISE EN TRAVAUX PUBLICS</b>
------------------	--

**SECTEUR : BTP**

**SPECIALITE : TECHNICIEN SPECIALISE  
CONDUCTEUR DE TRAVAUX :  
TRAVAUX PUBLICS**

**NIVEAU : TECHNICIEN SPECIALISE**

## REMERCIEMENTS

**La DRIF remercie les personnes qui ont contribué à l'élaboration du présent document.**

**Pour la supervision :**

M. Khalid BAROUTI	Chef projet BTP
Mme Najat IGGOUT	Directeur du CDC BTP
M. Abdelaziz EL ADAOUI	Chef de Pôle Bâtiment

**Pour la conception :**

Mme CHAIR Fouzia	Formatrice à l'ISB Casablanca
------------------	-------------------------------

**Pour la validation :**

M. Pavel Tsvetanov	Formateur animateur CDC/BTP
--------------------	-----------------------------

**Les utilisateurs de ce document sont invités à communiquer à la DRIF toutes les remarques et suggestions afin de les prendre en considération pour l'enrichissement et l'amélioration de ce programme.**

**DRIF**

## SOMMAIRE

Présentation du module	
Résumé de théorie	
<b>A- Les notions d'économie générale</b>	
1- Les besoins et des facteurs de production.	
2- L'incidence sur le niveau de prix de l'offre et la demande.	
<b>B- Définition de l'entreprise</b>	
3- Les trois aspect de l'entreprise	
4- L'entreprise individuelle-artisanale	
5- Les différentes formes de société	
<b>C- Etude des charges de l'entreprise</b>	
6- Les charges fixes de l'entreprise	
7- Les charges variables de l'entreprise	
<b>D- Les charges d'amortissement</b>	
8- Amortissement et l'autofinancement	
9- Amortissement et les tableaux d'amortissement	
<b>E- Les charges fiscales</b>	
10- La TVA	
11- Autres impôts	
<b>F- Les moyennes de financement et de paiement</b>	
12- Les moyens de financement et de crédits propres au BTP	
13- Les différents moyens de paiement et de crédit	
<b>G- Notions de comptabilité générale</b>	
14- La notion de compte	
15- Le journal	
16- Comptes de bilan	
17- Comptes de gestion	
18- Les notions sur les fonds de roulement	
<b>E- Guide des travaux pratiques</b>	
A- I TP1 : intitulé du TP	
I.1 Objectif(s) visé(s)	
I.2 Durée du TP :	
I.3 Description du TP :	
I.4 Déroulement du TP	
B. TP2 : intitulé du TP	
I.1 Objectif(s) visé(s)	
II.2 Durée du TP :	
II.3 Description du TP :	

II.4 déroulement du TP :

C. TP3 : intitulé du TP

III.1 Objectif(s) visé(s)

III.2 Durée du TP :

III.3 Description du TP :

III.4 déroulement du TP (exercices 1 et 2)

D TP4 : intitulé du TP

III.1 Objectif(s) visé(s)

III.2 Durée du TP :

III.3 Description du TP :

III.4 déroulement du TP :(exercices 1 et 2)

E TP5 : intitulé du TP

III.1 Objectif(s) visé(s)

III.2 Durée du TP :

III.3 Description du TP :

III.4 déroulement du TP :(exercices 1 et 2)

F TP6 : intitulé du TP

III.1 Objectif(s) visé(s)

III.2 Durée du TP :

III.3 Description du TP :

III.4 déroulement du TP :(exercices 1 et 2)

GTP7: intitulé du TP

III.1 Objectif(s) visé(s)

III.2 Durée du TP :

III.3 Description du TP :

III.4 déroulement du TP :(exercices 1, 2 et 3)

Liste bibliographiques

## **MODULE 23 : ECONOMIE ET GESTION DE L'ENTREPRISE EN TRAVAUX PUBLICS**

**Durée : 24h**

### **OBJECTIF OPERATIONNEL DE PREMIER NIVEAU DE COMPORTEMENT**

#### **COMPORTEMENT ATTENDU**

Pour démontrer sa compétence, le stagiaire doit connaître l'économie et la gestion de l'entreprise en travaux publics selon les conditions, les critères et les précisions qui suivent.

#### **CONDITIONS D'EVALUATION**

- Individuellement
- A partir des question de cours
- A partir des exercices

#### **CRITERES GENERAUX DE PERFORMANCE**

- Connaissance correcte des différents aspects de l'entreprise
- Détermination juste des charges de l'entreprise
- Connaissance correcte des moyens de financement des entreprises de BTP
- Notion logique sur la comptabilité générale.

## OBJECTIFS OPERATIONNES DE SECOND NIVEAU

LE STAGIAIRE DOIT MAITRISER LES SAVOIRS SAVOIR FAIRE SAVOIR PERCEVOIR OU SAVOIR ETRE JUGE PREALABLES AUX APPRENTISSAGES DIRECTEMENT REQUIS POUR L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF DE PREMIER NIVEAU TELS QUE :

### **Avant d'apprendre à connaître les notions économie générale (A) :**

- 1- Définir exactement les besoins et es facteurs de production.
- 2- Analyser correctement l'incidence sur le niveau de prix de l'offre et la demande.

### **Avant d'apprendre à définir une entreprise (B) :**

- 3- Connaître correctement les trois aspects de l'entreprise
- 4- Savoir exactement l'entreprise individuelle-artisanale
- 5- Connaître correctement les différentes formes de sociétés.

### **Avant d'apprendre à étudier les charges de l'entreprise (C) :**

- 6- Définir exactement les charges fixes de l'entreprise
- 7- Définir exactement les charges variables de l'entreprise.

### **Avant d'apprendre à connaître les charges d'amortissement (D) :**

- 8- Connaître correctement l'amortissement et l'autofinancement
- 9- Savoir exactement les charges d'amortissement et les tableaux d'amortissement.

### **Avant d'apprendre à définir les charge fiscales (E) :**

- 10- Connaître correctement la TVA
- 11- Définir juste des autres impôts.

### **Avant d'apprendre à connaître les moyens de » financement et de paiement (F) :**

- 12- Connaître correctement les moyens de financement et de crédits propres au BPT
- 13- Définir logiquement les différents moyens de paiement et de crédit.

### **Avant d'apprendre à voir des notions de comptabilité générale (G) :**

- 14- Connaître correctement la notion de compte
- 15- Définir logiquement le journal
- 16- Analyser correctement des comptes de bilan
- 17- Analyser logiquement des comptes de gestion (résultat)
- 18- Avoir correctement des notions sur les fonds de roulement.

## **PRESENTATION DU MODULE**

Ce module d'information générale est indispensable au métier et à la formation .Afin d'éviter les problèmes d'économie et de la gestion de l'entreprise en travaux publics. Il est primordial que les stagiaires connaissent l'économie et la gestion de l'entreprise.

L 'objectif de ce module est de faire approprier les différents aspects de l'entreprise, déterminer les charges de l'entreprise, connaître les moyens de financement des entreprise de BTP et avoir une notion logique sur la comptabilité générale.

Ce module vise donc à permettre aux stagiaires de maîtriser les techniques d'économie et la gestion de l'entreprise en travaux publics.

La durée du module est 36 heures et les volumes horaires alloués à la partie théorique est de 20 heures et à la partie pratique est de 16 heures

## ***Module : N° 23***

## A- LES NOTIONS DES ECONOMIE GENERALE

### 1- Les besoins et les facteur de production

#### 1-1 - Les besoins : Définition

L'activité économique repose sur les besoins définis comme le désir de disposer d'un moyen (bien ou services), de faire cesser (ou diminuer) une sensation désagréable.

A. COTTA, Dictionnaire de Science économique, Mame.

#### La classification des besoins humains selon Maslow

Maslow propose de distinguer cinq grandes catégories de besoins.

**1° Les besoins physiologiques.** Ce sont les besoins liés directement à la survie des individus ou de l'espèce. Il s'agit de la faim, de la soif, de la fatigue et des besoins sexuels. On voit facilement comment des biens de consommation peuvent satisfaire certains de ces besoins.

**2° Le besoin de sécurité.** Il s'agit du besoin d'être protégé contre les divers dangers qui peuvent menacer les individus.

Les produits comme les serrures, les ceintures de sécurité, les assurances, la médecine préventive... font partie des produits qui peuvent satisfaire, à divers niveaux, le besoin de sécurité.

**3° Le besoin d'appartenance.** L'homme est un animal social. Il a besoin de se sentir accepté et aimé par sa famille ou le groupe de personnes avec lesquelles il vit. La consommation peut être un moyen direct ou indirect de satisfaire ces besoins. Ainsi l'inscription à un club, à une association, voire à un parti, peut correspondre, entre autres, à ce besoin d'appartenir à un groupe et de sentir accepté par lui.

**4° Le besoin d'estime.** Au-delà du désir d'être estimé par soi-même et par les autres. Le respect de soi passe souvent par le respect que semblent vous porter les autres. Un exemple des conduites que peut générer ce besoin d'estime est le snobisme par lequel l'individu cherche à imposer à lui-même et à l'autre une image de lui-même qu'il juge digne d'estime.

Le souci de bien tenir son rôle social est un exemple plus noble de ce à quoi peut conduire le besoin d'estime.

**5° Le besoin de s'accomplir.** Le sommet des aspirations humaines suivant Maslow est l'accomplissement de soi.

Maslow estime que ces besoins sont hiérarchisés. Cela signifie que les besoins d'ordre supérieur, tels que le besoin d'estime et le besoin d'accomplissement ne sont fortement ressentis par l'individu que lorsque les besoins d'ordre inférieur sont satisfaits.[...]

### **- L'importance des besoins non satisfaits :**

Suivant Maslow, le besoin non satisfait est celui qui explique le comportement des individus ; c'est en lui que réside le principe dynamique des actions humaines. Ce besoin orientera l'individu vers tout ce qui peut le satisfaire. Dans un pays où la nourriture est abondante on ne fera pas de publicité pour un produit alimentaire particulier en disant qu'il calme la faim, car celle-ci, lorsqu'elle est ressentie, peut être satisfaite rapidement par un grand nombre d'autres produits. Par contre on pourra utiliser le besoin de sécurité : la vitamine C, contenue dans les oranges et qui est censée protéger la santé de ceux qui la consomment, a été utilisée pour développer la vente de ces agrumes.

Comme nous venons de le voir, Maslow énonce que les besoins satisfaits perdent leur aptitude à motiver les individus. La notion de saturation des besoins a donc un sens dans cette théorie. Cependant, il faut ajouter immédiatement que des besoins insatisfaits existeront toujours qui animeront l'activité humaine. Simplement ces besoins se situeront plus haut dans la hiérarchie supposée par Maslow. Les besoins de plus haut niveau (besoins de réalisation personnelle) n'ont, par exemple, pas de limite puisqu'ils impliquent un goût de l'effort et du dépassement.

### **- Les motivations**

D'un auteur à l'autre, les définitions des notions de besoin, de motivation et d'attitude changent. Dans son sens le plus étroit, la notion de besoins recouvre les seuls besoins physiologiques, c'est-à-dire la première catégorie de Maslow.

[...] l'importance du concept de motivation provient de ce qu'on s'est aperçu que la notion initiale de « besoin » (faim, soif, etc. ) était trop peu élaborée pour entrer efficacement dans un modèle de comportement d'achat. On préfère faire appel à un « état de tension mettant l'organisme en mouvement jusqu'à ce qu'il ait réduit la tension » [...]

Les essais de classification des motivations prêtent à de multiples controverses. C'est ainsi qu'on a pu distinguer les motivations selon leur caractère plus ou moins inné (motivations primaires et motivations secondaires ou « acquises »), ou selon leur contenu proprement dit. Ainsi H. Joannis (1) distingue entre les motivations « hédonistes » (désir de profiter de la vie), les motivations « d'auto expression » (désir de s'exprimer).

### **- Nature des motivations**

1. Motivations hédonistes : Ce sont les pulsions d'achat qui trouvent leur origine dans le besoin d'obtenir de la vie des plaisirs.
2. Motivations oblatives : Ce sont des pulsions d'achat qui trouvent leur origine dans le désir de faire du bien, de donner quelque chose (Latin, oblatre, donner) aux autres et particulièrement à ses proches.
3. Les motivations d'auto expression : Ce sont les pulsions d'achat qui trouvent leur origine dans le besoin qu'a chacun de nous d'exprimer qui il est.

**Les motivations expliquent l'acte d'achat : il y a achat lorsque les motivations l'emportent sur les freins. Inversement, si les freins sont plus forts que les motivations, il n'y aura pas d'achat.**

En suite, les objets (biens ou services) sont des symboles (1) et le refus ou l'acceptation de leur signification symbolique pour soi-même (ceci fait sérieux, cela fait nouveau riche), entraîne l'achat ou le rejet.

**Acheter, c'est s'identifier.**

**Acheter, c'est s'exprimer.**

**L'achat donne mauvaise conscience : en effet,**

**- Choisir signifie renoncer à autre chose, ce qui entraîne le regret, voire le doute d'avoir bien choisi ;**

**- La dépense entraîne souvent un remords inavoué, d'ordre plus ou moins moral (nous retrouvons ici la notion de conflit), consécutif à un certain type d'éducation.**

### **En résumé**

Le comportement du consommateur s'explique par ses besoins et ses motivations :

#### **Les besoins**

Un besoin est le désir de disposer d'un moyen de faire cesser une sensation désagréable ou d'augmenter une sensation agréable.

A.Maslow distingue les besoins physiologiques, le besoin de sécurité, le besoin d'appartenance, le besoin d'estime et le besoin de s'accomplir. Selon lui, ces besoins sont hiérarchisés et les besoins non satisfaits sont les moteurs de l'action humaine.

Les besoins évoluent dans l'espace et dans le temps. Il existe une loi de saturation des besoins selon laquelle l'intensité d'un besoin qui reçoit satisfaction diminue progressivement jusqu'à devenir nulle. A chaque satisfaction il y a décroissance de plaisir.

#### **Les motivations :**

Les motivations sont des motifs (mobiles) qui poussent le consommateur à agir.

H.Joannis classe les motivations en trois catégories :

- motivations hédonistes : désir de faire plaisir, de s'occuper des autres ;
- motivations d'auto expression : désir de s'exprimer à travers la possession d'un objet.

## **Les freins**

Les freines sont des motivations négatives, il s'agit des inhibitions et des peurs.

Les motivations expliquent l'acte d'achat (il y a achat lorsque les motivations l'emportent sur les freins).

Acheter c'est s'identifier.

Acheter c'est s'exprimer.

Les objets sont des symboles.

L'achat est un choix.

Les consommateurs peuvent être classés selon des critères socio-démographiques ou selon leurs styles de vie (ou socio-styles).

## **1-2 Facteurs de production :**

C'est ce qui permet de faire la production (P). L'ensemble des éléments qui entrent en combinaison dans l'entreprise, et qui permettent de produire. A notion de facteur de varie selon les analyses.

Pour la plupart des économistes, il existe deux facteurs principaux : le travail, la terre.

Il existe aussi un facteur dérivé qui est le capital.

Ce capital est subdivisé en :

- Capital fixe : biens d'équipement (machines, matériaux ...)
- Capital circulant : biens de consommation. (matière 1<sup>ère</sup>)

**L'autofinancement** : C'est le financement d'investissement d'une entreprise à partir de ses ressources propres. (Profits)

L'autofinancement est un mode financement qui a pour caractéristique de préserver l'autonomie financière de l'entreprise, qui n'est dépendante ni des créanciers (prèterms), ni de nouveaux actionnaires.

L'autofinancement  $\neq$  l'endettement.

**Bien** : tout qui permet de satisfaire un besoin, la théorie économique distingue « bien économique » et « bien libre ».

- bien économique : tout objet ou service qui procure de l'utilité, c-à-d qui est apte à satisfaire un besoin. Il existe en quantité limitée, et s'échange sur le marché contre un certain prix.
- Bien libre : (bien non économique), bien non produit, et disponible en quantité illimitée « l'air, soleil ». les biens économiques, peuvent être classés selon plusieurs critères.

Critère de la nature du bien :

- bien matériel : voiture, légumes, vêtement.
- bien immatériel : Service du médecin, enseignant, publicité.

Critère de destination :

- bien de consommation finale : durable ou non, destiné à la satisfaction directe d'un besoin (montre, boisson, spectacle)
- bien de consommation intermédiaire : bien qui disparaît par la destruction, transformation, ou incorporation au cours d'un cycle de production (farine, énergie, peinture ...)

Critère de la durée :

- bien durable : bien dont la durée de vie est très longue (logement, train...)
- bien non durable : bien détruit immédiatement lors du premier usage (aliment, essence...)
- bien semi durable : bien qui doit être périodiquement remplacé (vêtement...).

Critère du rapport entre les biens :

- biens complémentaires : biens conjointement nécessaires à la satisfaction des besoins.

Ex : Voiture / essence, thé / sucre.

- Biens substituables : peuvent satisfaire concurremment un même besoin.

Ex : Thé / Café, Bus / Auto car.

Critère de la divisibilité des biens :

- biens divisibles : biens pouvant être fractionnés en quantités élémentaires, conservant les propriétés du bien initial : Carburant, blé.
- Biens indivisibles : biens qui s'ils sont fractionnés, ils perdent leur propriété.

Ex : Voiture, stylo, machine.

Critère de l'appropriation de bien :

- bien privé : bien susceptible d'une appropriation individuelle, moyennant le versement d'un prix.
- Bien collectif : bien indivisible, mis gratuitement à la disposition de tous, et échappant du principe de rivalité entre les consommateurs : l'éclairage des rues.

**En résumé :**

Les différents facteurs de production :

- Le facteur capital

Il comprend les biens immobiliers tel que :

- Les terrains
- Les constructions
- Le matériel de production.

- Le facteur naturel

Il comprend les matières premières qui proviennent de la nature (sol et sous sol). Ces matières sont par exemple, le pétrole destiné à être raffiné, les produits agricoles destinés à être transformés grâce aux industries agro-alimentaires.

- Le facteur humain.

Le travail est l'activité humaine qui a pour but de créer de la valeur en produisant ou en transformant un bien ou un service.

L'entreprise a besoin pour réaliser la production de faire appel à une main-d'œuvre qu'elle rémunère. Le travail est réparti dans l'entreprise, en tâches ; cette répartition est faite en fonction de l'aptitude et de la compétence de chacun.

Le travail est ainsi divisé en :

- Travail manuel : effectué par les ouvriers.
- Travail intellectuel : effectué par les employés et les cadres.
- Travail de direction : prévisions et organisation.
- Travail d'exécution : application des décisions.

## **2-L'incidence sur le niveau de prix de l'offre et la demande. (L'économie du marché).**

- Analyse de l'incidence des facteurs de P sur le niveau des prix, de l'offre et de la demande.

Marché : lieu de rencontre de l'offre des vendeurs et de la demande des acheteurs, dans le but de réaliser un échange.

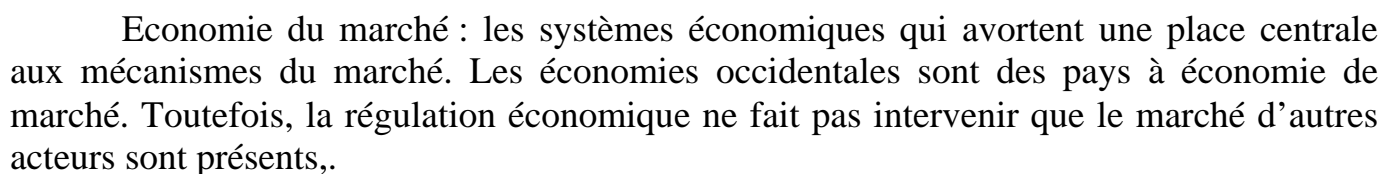
La demande, l'offre et le prix d'un bien sont liés, lorsque le prix d'un produit baisse, les consommateurs ont tendance à en acheter davantage.

Mais, il existe quelques produits que leur demande n'est pas du fait de leur prix (pain, sucre, beurre).

Du côté de l'offre, la baisse du prix d'un bien conduit généralement les entreprises productrices à réduire les quantités. Les prix baissant, la rémunération des facteurs de P diminue, ce qui n'incite pas ces facteurs à poursuivre la fabrication du produit dans les mêmes quantités. [et inversement].

prix

prix



La régulation de l'activité économique par le seul marché constitue un ensemble de marché, assurant automatiquement l'équilibre entre les offres et les demandes des biens économiques.

La régulation automatique, est qualifiée de libérale, et ne doit pas être perturbée par les actions de l'Etat qui déréglerait cette belle mécanique. Le moindre déséquilibre se corrige de lui même selon cette mécanique.

Le marché est le lieu de rencontre de l'offre et de la demande d'un bien ou d'un service.

L'offre est la qualité de biens ou services que les vendeurs sont prêts à vendre à un prix donné.

La demande est la quantité de bien ou services que les acheteurs sont prêts à acquérir à un prix donné. L'offre et la demande s'ajustent à un prix d'équilibre.

Pour un bien ou un service donné on distingue :

Marché De l'entreprise	Marché de la concurrence	Marché des non-consommateurs relatifs	Marché des non-consommateurs absolus
---------------------------	-----------------------------	---	--

Marché actuel de la profession

### Marché théorique total de la profession

L'étude de marché est l'analyse qualitative de l'offre et de la demande d'un bien ou service.

Son but est d'obtenir des informations sur l'offre et la demande pour guider les décisions commerciales.

La segmentation du marché est la détermination de groupes de consommateurs homogènes.

L'entreprise s'adresse alors à chaque segment de façon spécifique et lui offre un produit adapté.

Les études de marché quantitatives prennent le plus souvent la forme de sondages. Un sondage étudie un échantillon représentatif de l'ensemble de la population (contrairement au recensement qui étudie la totalité de cette population).

Il existe deux grandes catégories de méthodes de sondage :

- Les méthodes empiriques ou de choix raisonné : méthode des quotas, méthode des unités types ;
- Les méthodes probabilistes ou de choix au hasard : sondage par tirage au sort élémentaire, sondage en grappe, sondage stratifié, sondage à plusieurs degrés.

Le questionnaire est la liste des questions qui sont systématiquement posées aux personnes interrogées. Les questions doivent être claires et facilement compréhensibles. Leur formulation doit être neutre pour ne pas introduire de biais dans les réponses.

Les questions peuvent être ouvertes ou fermées. Le questionnaire sera obligatoirement testé avant d'être administré à l'échantillon.

Les réponses au questionnaire sont obtenues au domicile de l'enquêté, dans la rue ou dans un magasin, par téléphone ou par correspondance.

La méthode choisie ne doit pas déformer l'échantillon en sur-représentant certaines catégories professionnelles. Elle doit faciliter l'administration du questionnaire et les réponses des interviewés.

Les études qualitatives cherchent à connaître les raisons du comportement des consommateurs.

Elles se présentent sous forme d'études de motivation.

**(Réaliser l'exercice 1).**

## **B- DEFINIR UNE ENTREPRISE**

### **QU'EST-CE QU'UNE ENTREPRISE ?**

« Pour une personne étrangère à la vie des entreprises, elles se ressemblent toutes . On ne voit que des bureaux avec leurs traditionnels moyens de communication : téléphone, machines à écrire, machines à reproduire ; quelquefois des ateliers, des laboratoires » (1) et des individus, hommes ou femmes, qui y travaillent pour se procurer des revenus.

Vision très incomplète que celle qui ressort des lignes ci-dessus, car elle néglige deux faits fondamentaux :

- la complexité d'un organisme, qui a une propre : une entreprise naît, se développe, meurt

en exerçant une ou plusieurs activités, pendant une certaine durée ;

- la diversité du monde des entreprises, où se côtoient des entreprises de tailles différentes, exerçant une activité dans des domaines variés, organisées selon des modalités juridiques multiples (2).

Pour mieux comprendre le phénomène « entreprise », tentons de répondre à deux questions :

- au-delà de l'uniformité apparente et de la diversité réelle, quelles sont les caractéristiques communes à toutes les entreprises ?

- la vision traditionnelle de l'entreprise, au travers des différentes fonctions (commerciale, technique, financière...), permet-elle de diriger efficacement ou faut-il mettre en œuvre une approche différente ?

**1) aspects de l'entreprise (entreprise individuelle – artisanale ...) – et les formes de société**

Donc, nous pouvons tous citer des entreprises : une banque, un grand magasin une grande ferme de la Beauce, une usine de constructions mécaniques etc... mais donner une définition précise et complet de l'entreprise apparaît chose difficile. quantité

Cherchée devrait résumer les caractères communs à toutes les entreprise et cette recherche s'avère vite délicate à cause des multiples aspects de l'entreprise :

1°- l'objet de l'activité des entreprises est très diversifié. D'après cet objet qui est la raison d'être extérieure de l'entreprise on distinguera, par exemple :

- les entreprises agricoles,
- les entreprises industrielles,
- les entreprises commerciales,
- les entreprise de services : banques, assurances, transports, hôtellerie et restauration, tourisme, spectacles ...

2°- les objectifs poursuivis peuvent être très différents. Selon l'objectif poursuivi, on distinguera :

- les entreprise privées, soucieuses surtout de réaliser un bénéfice,
- les entreprises publiques où la recherche du profit n'est pas systématique, où ce qui importe surtout, c'est la gestion d'un service publics dans un but d'intérêt général.

3°- les formes juridiques prises par les entreprises peuvent elles-mêmes être très variées. Selon la forme juridique, on pourra distinguer :

- les entreprises individuelles,
- les entreprise sociétaires parmi lesquelles on peut distinguer :  
les sociétés de personnes :  
société en non collectif,  
société en commandités simple, société à responsabilité limitée,
- les société du capitaux,  
société »é en commandité par action  
société anonyme,
- les entreprises coopératives,
- les entreprise nationalisées,
- les entreprise d'économie mixte ...

4°- enfin, les dimensions des entreprises sont très variables. selon ce niveau critère on peut distinguer :

Les petites entreprises : l'entrepreneur, tout en dirigeant son affaire, prend une part active à l'exécution du travail : c'est le cas de l'artisan, du petit commerçant, les moyennes entreprises : l'entrepreneur n'exécute pas lui-même le travail, il en contrôle l'exécution,

Les grandes entreprises : ici, le contrôle de l'exécution est souvent assuré par un directeur technique, l'entrepreneur se réservant la direction commerciale et financière,

les très grandes entreprises où les directions commerciale et financière sont elle-même confiées à des directeurs spécialisés, l'entrepreneur (personne physique ou conseil d'administration) se réservant la haute direction et les décisions importantes.

## **3.2 constitution de la société**

### **3.2.1 Forme juridique des sociétés**

Les différents types de sociétés commerciales reconnus au Maroc sont :

- les société se caractérisant par l'aspect prédominant du facteur personnel intuitu personac ». les associés sont solidairement et indéfiniment responsables des dettes sociales.
- Les sociétés de capitaux : la société anonyme, la société à responsabilité limitée (SARL) et la société en commandite par action.
- Les sociétés à réglementation particulière : les sociétés d'investissement, les sociétés coopératives d'achat, les sociétés coopératives de consommation les sociétés mutualistes.
- En dehors de l'entreprise individuelle, la SA et SARL sont les deux types de sociétés les plus courants.

#### **1) La Société Anonyme (S.A)**

##### **Définition :**

La société anonyme est une société commerciale dans laquelle les associés, dénommés actionnaires en raison d'un droit représenté par un titre négociable ou action, ne supportent les dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

##### **Caractéristiques de la société anonyme :**

- La responsabilité des actionnaires est limitée à leurs apports.
- Les parts sociales sont représentées par des titre négociables : les actions.
- La valeur nominale actions ne peut être inférieure à 50 DH. ?
- Le nombre des associés ne peut être inférieure à 7.0 les associés peuvent être des personnes physiques ou morales
- La société n'a pas de raison sociale mais une dénomination sociale.
- Aucun capital minimum n'est exigé des SA (à l'exception des banques, des sociétés de crédit foncier et des sociétés d'habitation)
- La société anonyme ne peut ^être constituée qu'après souscription de l'intégralité du capital social. Les apports en nature doivent être libérés en totalité la constitution et les apports en numéraire d'au quatre du montant des actions.

## **2) La Société à Responsabilité Limitée (SARL)**

### **Définition :**

La société à responsabilité limitée constitue un type intermédiaire entre les sociétés de personnes et la société de capitaux.

### **Caractéristiques de la SARL :**

- Le nombre des associés n'est pas limité. Il peut être de 2 ou plus.
- Les associés mêmes gérants ne sont pas commerçants, contrairement aux associés en nom.
- Les associés ne sont engagés qu'à concurrence de leurs apports. Ils sont cependant solidairement responsables de la valeur attribuée aux apports en nature et ce, pendant 10ans.
- La société à responsabilité limitée est toujours commerciale, quel que soit son objet social.
- Les parts des associés ne sont pas négociables. Elles sont seulement cessibles par la voie civile.
- Le capital doit être intégralement souscrit et libéré à la constitution.
- Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement des coassociés.
- Les SARL doivent avoir un capital au moins égal à 10.000 DH.
- Les parts sociales doivent avoir la même valeur nominale.
- La SARL a le choix entre une raison sociale et une dénomination commerciale. Mais le nom de la société doit être suivi de la mention »société responsabilité limitée ». La SARL ne peut mettre de titres négociables . Elle ne peut émettre par souscription publique que des valeurs mobilières quelconques.

## **3) La Société en Nom Collectif**

### **Définition :**

La société en nom collectif est la société que contractent 2 personnes ou plus et qui a pour objet de faire le commerce sous une raison sociale.

### **Caractéristiques principales de la société en nom collectif :**

- Les associés sont solidairement responsables des engagements de la société
- La responsabilité des associés est illimitée ;
- Le nom qu'elle porte est une raison sociale :

- Seuls les noms des associés sont réputés commerçants si l'objet de la société est commercial.
- La société en nom collectif jouit de la personnalité morale. Aucun capital minimum n'est exigé. La loi ne fixe aucune valeur minimale des parts sociales.

## **4) La Société en Participation**

### **Définition :**

La loi reconnaît les sociétés commerciales en participation qui sont relatives à une ou plusieurs opérations de commerce. Elles ont lieu pour les objets et dans les formes, avec les proportions d'intérêt et aux conditions convenus entre les participants .

### **Caractéristiques de la société en participation :**

Cette forme de la société a pour principale caractéristique des rester occulte. Elle doit en effet rester ignorée des tiers. Le gérant agit à l'égard des tiers en son nom personnel. Aucun acte n'est fait au nom de la société car elle ne jouit pas de la personnalité juridique. Toutefois ce caractère occulte ne s'applique pas à l'égard du fisc, car l'acte constatant la société est soumis à la formalité de l'enregistrement.

## **5) La Société en Commandite Simple**

### **Définition :**

Dans la société en commandite simple, on trouve 2 catégories d'associés :

- **Les Commandites :** Ce sont des associés en nom, tenus indéfiniment et solidairement responsables de toutes les dettes sociales. Toutes les règles régissant les associés des sociétés en nom collectif ne s'appliquent pas à eux.
- **Les Commanditaires :** Associés qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

Le nom des commanditaires ne peut figurer dans la raison sociale. Ils ne peuvent faire de gestion. Ils peuvent par contre passer un contrat du travail avec la société et exercer leurs droits de contrôle et de surveillance que leur confère leur qualité d'associés.

## **6) La Société en Commandite par Actions**

### **Définition :**

La société en commandite par actions est une société de capitaux dans laquelle coexistent deux catégories d'associés :

- Un ou plusieurs associés commanditaires, responsables indéfiniment sur tous leurs biens,
- Les associés commanditaires, qui sont seulement tenus dans la limite de leurs apport en numéraire ou en nature.

### **Caractéristiques de la société en commandite par actions :**

- Il n'est pas exigé de nombre minimum d'associés, contrairement à la société anonyme. Cependant, la loi exige la désignation d'un conseil de surveillance composé de 3 membres au moins pris parmi les actionnaires et la participation d'au moins un commandité.
- Il faut donc au moins 4 associés.
- Il n'est pas expressément exigé de capital minimum dans la société en commandite par actions.
- Le capital est formé des apports des 2 catégories d'associés à l'exclusion des apports en industrie et en crédit commercial.
- Comme pour la société anonyme, le capital doit être intégralement souscrit.
- Cependant, l'obligation de libérer l'intégralité des apports en nature et le quart des apports en nature et le quart des apports en numéraire ne s'applique pas aux apports des commandités.
- Les apports en numéraire des commandités ne sont pas soumis à la déclaration notariée de souscription et de versement.
- La société en commandite par actions est régie sous un nom social qui doit être nécessairement celui d'un ou plusieurs associés responsables et solidaires (commandités) sans qu'on puisse y faire entrer le nom d'un commanditaire.
- La désignation d'un commissaire au compte n'est pas obligatoire.

### **Fonctionnement**

- 1) Donc l'entreprise est un système ouvert en relation avec l'extérieur dont elle reçoit des flux matériels et immatériels, bien et services, hommes, informations, etc. l'environnement économique, social, culturel exerce une influence très forte.
- 2) L'entreprise transforme ces flux d'entrées (ou inputs, ressources, facteurs de production), selon une technique propre (exprimée dans sa fonction de production) en flux de sorties (ou outputs, emploi, produits).
- 3) L'entreprise doit enregistrer des résultats généralement traduits en forme monétaire, tels que la valeur des sorties est supérieure à celle des entrées : cette différence, c'est le profit (ou la perte).
- 4) Les résultats sont interprétés pour contrôler le processus productif et l'adaptation du système (entrées, fonction de production, sorties).

**(réaliser l'exercice 1).**

## **C- LES CHARGES DE L'ENTREPRISE**

### **La détermination de l'actif net**

Art 38 CGI : Le bénéfice imposable est dégagé à partir des excédents de valeur d'actif sur le total passif des charges, des amortissements et des provisions.

Valeur d'actif – passif (des charges, amortissements et provisions) = bénéfice imposable  
Les provisions.

### **I - Définition**

Les provisions sont effectuées par des prélèvements sur le résultat de l'entreprise pour faire face à des pertes ou des charges que des événements en cours rendent probables. Il s'agit de déduire par anticipation, des charges ou des pertes qui vont normalement se produire. L'inscription de provision consiste à prévoir une charge ou perte future.

Problème des provisions : l'appréciation de la prévisibilité de la survenance de ces charges ou de ces pertes.

**NB :** Si nous avons des pertes, elles vont entrer dans la catégorie des charges et non des provisions.

### **II - Régime**

## A/ Les conditions générales de déduction des provisions

### 1/ Les conditions de fond

- *Les pertes et les charges provisionnées* doivent être elles-mêmes déductives du bénéfice imposable (car il s'agit d'une déduction anticipée)

- *Les pertes et les charges provisionnelles* doivent être nettement précisées : elles doivent être individualisées et elles doivent être précisées quant à leur montant (ce qui *exclu les provisions forfaitaires*, les provisions devant être calculées à partir d'éléments réels). La JP du CE (plus souple que l'AF) considère que, dans certaines hypothèses, l'entreprise peut choisir un mode forfaitaire d'évaluation des provisions (comme les stocks).

- *La perte ou la charge doit être probable*. Si la perte ou la charge est certaine, elle sera déductible mais non pas au titre des provisions. Si la perte ou la charge est éventuelle, ce ne sera pas suffisant pour être provisionnée. La *probabilité doit être distinguée de la simple éventualité* : elle est établie par des circonstances précises particulières (événements au cours de l'exercice pour lequel la provision est constatée), alors que l'éventualité résulte d'un simple risque d'ordre général.

Donc une provision doit être justifiée par des circonstances particulières: il ne s'agit pas à la fois de charges normales normalement prévisibles et il ne s'agit pas de charges qui sont simplement envisageables. Il faut pour *chaque provision que l'entreprise établisse précisément les risques de survenance de la charge ou de la perte*.

### 2/ Les conditions de forme

- Les provisions doivent être *constatées dans les écritures comptables*
- Les provisions doivent être *annexées à la déclaration d'imposition*

## B/ Les modalités de déductions

### 1/ Les événements probables se réalisent

- Si le *montant de la perte ou de la charge provisionnée est égal au montant de la perte ou de la charge survenant dans les années suivantes* : la déduction est définitive.

- Mais si le *montant de la perte ou de la charge définitive est supérieur à la provision déduite* : on effectue une *déduction complémentaire* faite au titre de l'exercice pour lequel survient la perte ou la charge définitive.

### 2/ Les événements probables ne se réalisent pas

- La *provision devient sans objet* : elle est *réintégrée* dans les bénéfices de l'exercice durant lequel la provision est devenue sans objet. Mais pour éviter les fraudes : si la provision a été inscrite dans un exercice prescrit (un exercice qui n'entre plus dans le champ de reprise

de l'AF, 3 ans), la provision devenue sans objet est réintégrée dans le plus anciens des résultats non prescrit (en vue d'un redressement).

- Les *provisions irrégulièrement constituées* (des provisions qui au moment de leur constitution ne remplissaient pas toutes les conditions de fond) : elles pourront est *réintégrées* dans les résultats de l'exercice ou du dernier exercée non prescrit.

## C/ Les principales provisions déductibles (2 catégories)

### 1/ Les provisions non réglementées (elles doivent répondre à certaines conditions)

- Les *provisions pour créances douteuses ou litigieuses*. Le créances douteuses sont de provisions en raison de créances de l'entreprise sur l'entreprise sur un débiteur a la situation financière délicate et probablement irrécouvrable. Les provisions pour créances litigieuse : le créancier de l'entreprise refuse de payer sa dette et engage un contentieux (incertitude du contentieux).

- Les *provisions pour impôt déductible*. Il se peut que l'entreprise au titre d'un exercice soit redevable de certains impôts dont le montant n'est pas encore fixe alors que le caractère de redevable de l'entreprise n'est pas conteste.

- Les *provisions pour frais de personnel*. Les provisions pour frais de personnel sont constituées pour les indemnités a verses pour des licenciements mais que les évènements au cours de l'exercice rendent probables ce ne sont pas des provisions pour les salaires qui sont des charges certaines.

- Les *provisions pour travaux*. Lorsqu'il s'agit de travaux qui vont accroître la valeur d'un élément d'actif, ces travaux ne peuvent normalement constituer des charges déductives et ne peuvent donc faire l'objet d'une provision. Des provisions pour travaux seront possible uniquement pour les dépenses de grosses réparation étales sur un certains nombre d'années (l'entreprise doit prévoir le coût et étaler les travaux).

### 2/ Les provisions spéciales ou réglementées (dispositions particulières de la loi fiscale)

- Les *provisions pour implantation a l'étranger*. Lorsqu'une entreprise décide de faire des investissements dans un pays étranger, ces charges peuvent faire l'objet de provisions. Mais il s'agit de provisions contre-nature, car il s'agit d'investissements n'étant normalement pas déductibles. Si elles peuvent faire l'objet de provisions, elles doivent *cependant être réintégrées dans les résultats des 5 exercices consécutifs a partir du 6e exercice suivant le premier investissement*.

- Les *provisions pour hausse de prix*. Lorsque des matières premières ou des marchandises existant en stock font l'objet d'une hausse de prix, l'entreprise pourra pratiquer une provision destine a compenser les dépenses ultérieures qu'elle fera du fait de la hausse de prix, mais il faut que *la hausse de prix constatée soit supérieure a 10 %* et ensuite que *la provision soit effectuée au cours d'une période qui ne peut excéder 2 exercices successifs*.

- Des *provisions pour fluctuations de cours*- etc

## 1) Les charges fixes et charges variables de l'entreprise

Le seuil de rentabilité (ou point mort ou break-even en anglais) est généralement défini comme le Chiffre d'affaires minimum à partir duquel un produit (ou une activité d'une entreprise), à coût donné, cesse de perdre de l'argent et devient rentable. Il existe bien entendu autant de seuils de rentabilité que de prix de vente possible. L'art de la fixation des prix consiste à déterminer le meilleur, ou le moins mauvais, pour la rentabilité de l'entreprise. Il arrive pratiquement chaque année que des produits n'atteignent pas leur seuil de rentabilité.

Le seuil de rentabilité est obtenu quand la marge entre le chiffre d'affaires relatif au produit et les coûts variables qui lui incombent devient supérieure à la somme des frais fixes immobilisés pour le produire.

$SR = CF / \text{Taux de } M/cv$

*Il est toutefois plus réaliste considérer qu'au-delà de ce point mort comptable un deuxième point mort, le point mort financier est celui où cette marge couvre non seulement les coûts fixes, mais aussi le coût du capital engagé, notion non comptable mais décisive pour estimer les capitaux propres nécessaires à l'activité et faire considérer l'entreprise comme saine par les banques .*

Littéralement *rentable* signifie en anglais : *qui pourrait être loué* (sous-entendu : sans perte financière). Le seuil de rentabilité est le montant atteint à partir duquel l'entreprise va faire du bénéfice (CA-SR), le point mort quant à lui est la traduction en jour ouvré du Seuil de Rentabilité par rapport au CA.

Concept du Seuil de Rentabilité: Présentation théorique

Par Ahmed M.KHAIRY

### DEFINITION:

Le seuil de rentabilité est le chiffre d'affaires au niveau duquel l'entreprise dégage un résultat nul (ni bénéfice ni perte). Cela signifie que :

- 1- En cas de SR, les charges de l'exercice sont égales aux produits ;
- 2- La marge sur coût variable est égale au montant des charges fixes.

**NB:** La marge sur coût variable (MSCV) est égale à la différence entre le chiffre d'affaires et le total des charges variables (Approche de calcul global). Dans le cas de calcul de la marge unitaire (par produit), elle est égal à la différence entre le prix de vente unitaire et le coût variable unitaire.

### IMPORTANCE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE CALCUL DU POINT MORT AU SEIN D'UNE ENTREPRISE:

Le calcul du seuil de rentabilité permet de savoir à quel montant du chiffre d'affaires les charges fixes sont absorbées par l'activité d'exploitation de l'entreprise et à partir de quel CA l'entreprise commence à dégager des bénéfices.

Pour une société, la détermination du SR (Point Mort) est nécessaire pour les raisons suivantes :

1- Le calcul du seuil de rentabilité permet de savoir où se situe le CA réellement dégagé par la société, à un moment donné, par rapport au point mort ;

2- Le calcul du seuil de rentabilité permet de mieux étudier et analyser le rôle et la répartition des charges entre fixes et variables ;

3- La connaissance du seuil de rentabilité permet d'étudier le taux de risque de se trouver en déficit ;

4- L'insuffisance du système de calcul de la marge pour prendre les décisions nécessaires de fixation du prix de vente et du CA prévisionnel : il faut aussi savoir quelles sont les limites et les critères qui contrôlent ces prévisions. Autrement dit, déterminer le plafond de CA qu'il faut dépasser pour pouvoir réaliser des bénéfices.

5- La détermination du seuil de rentabilité point mort permet aussi de calculer la marge sur coût variable (MSCV), dont l'intérêt est d'éviter les inconvénients de l'imputation des charges fixes aux différents coûts des produits de la société.

**CALCULS:**

Le seuil de rentabilité peut être calculé en montant ainsi qu'en quantités produites, pour une production régulière ou irrégulière sur l'année. De même, on peut déterminer la date à partir de laquelle l'entreprise atteint son point mort.

Le calcul du seuil de rentabilité s'effectue à partir des éléments du compte de résultat différentiel : la marge sur coût variable et les coûts fixes.

Il est nécessaire d'exprimer la marge sur coût variable en % du chiffre d'affaires:

$$\text{Taux de MSCV} = \text{MSCV} \times 100/\text{CA}$$

Le résultat est nul si :

$$\text{Marge sur coût variable} = \text{coûts fixes}$$

Ou encore si :

$$(\text{Seuil de rentabilité} \times \text{Taux de MSCV}) - \text{CF} = 0$$

On en déduit la relation :

$$1- \text{Seuil de rentabilité en valeur} = \text{Coûts fixes}/\text{Taux de MSCV}$$

$$2- \text{Seuil de rentabilité en quantité} = \text{Coûts fixes}/\text{MSCV unitaire (ou} = \text{SR en valeur/prix de vente HT)}$$

Le calcul du seuil de rentabilité permet :

De calculer le montant du chiffre d'affaires à partir duquel l'activité est de déterminer à quelle date l'activité devient rentable ; rentable ; D'apprécier la sécurité dont dispose l'entreprise si la conjoncture devient défavorable.

Calcul du point mort:

Le point mort représente la date à laquelle le seuil de rentabilité est atteint.

1- En cas d'une activité régulière:

Dans le cas d'une activité régulière, c'est-à-dire un Chiffre d'Affaires réalisé à la fin de l'exercice qui se répartit en parts égales une base mensuelle ou trimestrielle, etc, on peut calculer la date à laquelle l'entreprise a dégagé un CA égal au point mort à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Point mort} = \text{Seuil de rentabilité} \times 12 \text{ mois} / \text{Chiffre d'affaires}$$

(Pour une détermination de base mensuelle)

ou:

$$\text{Date d'atteinte du Seuil de Rentabilité} = 365 \times (\text{SR} / \text{CA})$$

(Pour une détermination plus précise selon un jour exact pendant l'année)

Ceci selon la supposition que le chiffre d'affaires (dénominateur) est supérieur en valeur de celle du seuil de rentabilité (l'entreprise n'est pas en perte).

## **Ce qu'il faut retenir**

Le stock est l'ensemble des marchandises ou des articles conservés dans l'attente d'une utilisation ultérieure.

### **Nécessite du stock**

La possession d'un stock, bien qu'occasionnant de nombreux coûts, est nécessaire car elle permet de faire face aux fluctuations de la demande et d'éviter les ruptures de stock. Elle permet également d'acheter en plus grande quantité pour bénéficier de conditions plus avantageuses.

### **Gestion matérielle des stocks**

Les locaux de stockage sont appelés magasins (entreprises industrielles), entrepôts (commerce de gros) ou réserves (commerce de détail).

Dans les entreprises industrielles, on distingue les magasins de produits finis, de matières premières, de pièces détachées, de fournitures ...

Les locaux de stockage doivent être clos et adaptés aux produits qu'ils doivent conserver. Ils doivent être conçus de façon à minimiser les manutentions. Il existe deux grandes méthodes d'organisation des locaux de stockage :

- une place déterminée pour chaque article,
- banalisation des emplacements.

### **Gestion économique des stocks**

La gestion économique des stocks répond au double souci de maximiser la sécurité des approvisionnements et de minimiser les coûts.

Le stock moyen est le stock qui a séjourné en moyenne dans l'entreprise pendant la période considérée. Le stock moyen diminue quand le nombre de réapprovisionnements augmente.

Le stock minimum est le stock qui doit exister dans l'entreprise au moment où l'on passe une nouvelle commande. Il est lié au délai d'approvisionnement puisqu'il doit couvrir les besoins entre la date de commande et la date de livraison.

Le stock de sécurité est un stock de protection dans lequel on pourra puiser si le fournisseur livre en retard ou si la consommation s'accélère entre la date de commande et la date de livraison. Il évite la rupture de stock

On distingue deux grandes catégories de coûts de stockage :

- le coûts de stockage proprement dits (ou coût de possession du stock) qui comprennent le coût du capital investi, le coût du magasinage et le coût de dépréciation des articles au cours du stockage ;
- le coût de passation d'une commande ou coût d'acquisition d'une commande, composé des coût administratifs et des frais de contrôle.
- La formule de Wilson permet de déterminer le nombre optimal de commandes qui permet de minimiser le coût d'approvisionnement :

$$N = \frac{\sqrt{C_t}}{2A} \quad (N = \text{nombre de commandes, } C = \text{consommation en valeur, } t = \text{taux du stock, } A = \text{coût d'acquisition d'une commande}).$$

Le programme d'approvisionnement détermine les dates de commandes et les quantités à commander ? Deux méthodes existent :

- méthode du point de commande (quantité fixe ou lot économique, dates variables),
- méthodes cyclique ('dates fixes, quantités variables).

## **Comptabilité des stocks**

La comptabilité des stocks est une nécessité de bonne gestion.

Le Plan comptable préconise la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré (C.M.U.P.). Il existe également le méthodes d'épuisement des lots (F.I.F.O. « first in first out » premier entré, premier sorti et L.I.F.O. « last in, first out » dernier entré, premier sorti) et la méthode des coûts standards.

**(Réaliser l'exercice 1 et 2).**

## **D) LES CHARGES D'AMORTISSEMENTS**

L'amortissement est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique et de toute autre cause dont les effets sont irréversibles.

En raison des difficultés de mesure de cet amoindrissement, l'amortissement consiste généralement dans l'étalement de la valeur des biens amortissables sur leur durée probable de vie. Cet étalement se fait à l'aide d'un plan d'amortissement. Il peut être réalisé selon des modalités diverses.

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, c'est une obligation pour les sociétés d'effectuer les amortissements nécessaires pour respecter le principe de sincérité du bilan.

### **1. Eléments amortissables**

Pour qu'une immobilisation soit amortissable, deux conditions doivent être remplies :

- l'immobilisation doit être inscrite à l'actif du bilan ;
- l'immobilisation doit être de nature à se déprécier dans le temps.

Liste des biens amortissables :

- les terrains ne sont amortissables que dans le cas de carrières (il y a dépréciation du fait de l'épuisement due à l'extraction des matériaux).
- Les constructions sont amortissables ainsi que :
  - \* Les honoraires d'architecte ;
  - \* La taxe locale d'équipement;Qui font partie du prix de revient
- les installations techniques, le matériel et l'outillage industriels ;
- le matériel de transport ;
- les autres immobilisations corporelles :
  - mobilier, matériel de bureau et matériel informatique ;
  - agencements, aménagements, installations ;
  - emballages récupérables identifiables ;
- les brevets, licences et marques sont amortissables car ils sont destinés à tomber dans le domaine public, à l'expiration d'un certain nombre d'années,
- les frais d'établissement, eux aussi, s'amortissent, mais le terme « amortissement » n'est pas ici employé dans son sens habituel car il ne s'agit pas de la prise en compte de la dépréciation mais de déduction de ces frais sur plusieurs exercices.

## 2. Calcul de l'amortissement

Par mesure de simplification nous ne retiendrons que deux méthodes de calcul (ce sont les plus couramment utilisées) :

- l'amortissement linéaire ou constant qui consiste à amortir le bien d'une manière constante pendant toute sa durée probable d'utilisation ;
- l'amortissement dégressif qui, lui, constate un amortissement décroissant puis constant sur toute la durée d'utilisation probable du bien.

### 2.1 L'amortissement linéaire

(C'est, fiscalement, l'amortissement minimum que doit constater toute entreprise à la clôture de l'exercice).

L'amortissement annuel s'obtient en appliquant la formule suivant :

Amortissement annuel = Valeur du bien \* taux d'amortissement \* temps

$$\text{Taux d'amortissement} = \frac{100}{\text{Durée probable d'utilisation}} * \frac{1}{100}$$

## Exemple

Un matériel achète 100 000 DH est amortissable sur 5 ans ; date d'acquisition le 1<sup>er</sup> mai.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

L'amortissement de la première année sera égal à :

$$100\,000 * \frac{20}{100} * \frac{8}{12} * \frac{100\,000 * 20 * 8}{1\,200} = 13\,333.33$$

L'entreprise doit établir un tableau d'amortissement pour chaque bien. Le tableau fait apparaître :

- l'amortissement annuel ;
- la valeur nette comptable ou valeur résiduelle.

## 2.2 L'amortissement dégressif

Pour pouvoir amortir un bien en dégressif, trois conditions sont à respecter :

- il faut que bien soit acheté neuf ou s'il acheté d'occasion il faut qu'il ait été remis à neuf ;
- il faut que sa durée d'utilisation probable soit supérieur à 3 ans ;
- il faut qu'il soit autorisé fiscalement, car l'administration fiscale a fixé une liste restrictive des biens amortissables en dégressif.

L'amortissement annuel se calcul sur la valeur résiduelle (valeur du bien – amortissements déjà pratiqués), avec l'utilisation de coefficients qui varient en fonction de la durée probable d'utilisation :

<i>Résumé de Théorie et Guide de travaux pratique</i>	<i>Droit En Travaux Publics/Economie Et Gestion De L'entreprise En Travaux Publics Economie Et Gestion De L'entreprise En Travaux Publics</i>
---	---

Durée d'amortissement	Coefficient	Bien acquis du 1/02/96 au 31/01/97
3 ou 4 ans	1.5	2.5
5 ou 6 ans	2	3
+ 6 ans	2.5	3.5

L'amortissement dégressif se calcule en appliquant la règle du prorata temporis uniquement pour la première année, c'est-à-dire que pour bien amortissable sur 5 ans, si la première annuité si la première annuité est de 8 mois.

Le calcul de l'amortissement se fait au prorata du nombre de mois. On prend comme point de départ de l'amortissement, le 1<sup>er</sup> jour= du mois d'acquisition.

La formule suivante permet d'obtenir l'amortissement annuel :

- Amortissement = valeur résiduelle \* taux \* temps \* coefficient
- Taux =  $\frac{\text{Durée probable d'utilisation}}{100} * \frac{1}{\text{Temps exprimé en années ou en mois pour le premier amortissement.}}$

## Exemple

19 N + 3

Amortissement normal  $25\,200 * \frac{20}{100} * 2 = 10\,080$

$\frac{\text{Valeur résiduelle}}{\text{Nombre d'annuités}} = \frac{25\,200}{2} = 12\,600$

Restant à appliquer

On prend donc pour N + 3 et N + 4 :  $\frac{25\,200}{2} = 12\,600$

Alors qu'en 19 N + 2 on obtenait :

Valeur résiduelle = 42 000 = 14 000

Nombre d'annuités      3  
Restant à appliquer

Cette valeur était inférieure à l'amortissement normalement calculé.

## 2.3 Etude comparative entre le linéaire et le dégressif

Que l'on utilise l'une ou l'autre des méthodes, la somme des amortissements ne peut excéder la valeur d'origine du bien amortissable. Toutefois, l'amortissement dégressif permet de dégager une capacité d'autofinancement plus importante les premières années ce qui a son importance surtout en période inflationniste.

## 3. Plan de comptes

28 Amortissement des immobilisations

280 Amortissements des immobilisations incorporelles

281 Amortissement des immobilisations incorporelles

2813 Constructions

2815 Installations technique, matériel et outillage industriels

2818 Autres immobilisations corporelles

282 Amortissement des immobilisations mises en concession

Les amortissements sont des sous-comptes du 28 « Amortissements » compte principal à deux chiffres.

Ces comptes enregistrent l'amortissement cumulé. Ils sont soustractifs du compte qu'ils amortissent.

## 4. Comptabilisation

L'amortissement est la prise en charge de la dépréciation ; on l'enregistre donc dans un compte de charge.

681 Dotations aux amortissements et aux provisions – Charges d'exploitation

686 Dotations aux amortissements et aux provisions – Charges financières

687 Dotations aux amortissements et aux provisions – Charges exceptionnelles

Les trois masses du compte de résultat :

- exploitation
  - financier
  - exceptionnel
- } ont entraîné l'écclatement du compte de dotation en fonction de la nature de la dépréciation.

Le compte 681 « Dotations aux amortissements et aux provisions – charges d'exploitation » est utilisé pour tous les amortissements, à l'exception des :

- amortissements des rimes de remboursement des obligations (on utilise le compte 686)
- amortissements exceptionnels et dérogatoires (voir section 5, les amortissements exceptionnels et les amortissements dérogatoires).

### Exemple

On constate le 31 décembre 19 N, un amortissement de 20 000 DH sur matériel acheté 100 000 DH en 19 N

Compte de résultat		Bilan	
Charges	Produit	Actif	Passif
681 Dotations aux amort. Ety prov. – Charges d'exploitation		2815 Amortissement matériel	
20 000		20 000	

Bilan 19 N			
Actif		Passif	
Immobilis. Corporelles			
Matériel	100 000	80 000	
Amortissement	20 000		

## 5. Les cas particuliers

### 5.1 Les amortissements exceptionnels

Lorsque la valeur comptable nette d'une immobilisation à la date de l'inventaire est supérieure à la valeur actuelle, il est procédé à la constitution :

- soit d'un amortissement exceptionnel, si la dépréciation est jugée irréversible, le reliquat du plan d'amortissement étant modifié en conséquence ;
- soit d'une provision si la dépréciation n'est pas jugée irréversible. Dans ce dernier cas les comptes de provision sont éventuellement ajustés à la fin de chaque exercice par dotations complémentaires ou reprises dans les résultats.

**Nota :** la comparaison entre les valeurs actuelles et les valeurs comptables nettes est en principe effectuée élément par élément.

## Exemple

### *Amortissement exceptionnel*

Dans ce cas, on passe un complément d'amortissement car la dépréciation est jugée irréversible. On utilisera le compte 687 « Dotations aux amortissements et aux provisions – Charges exceptionnelles ».

## 5.2 Les amortissements dérogatoires

Est appelé amortissement dérogatoire, l'amortissement ou la fraction d'amortissement ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement pour dépréciation et comptabilisé en application de textes particuliers.

L'amortissement dérogatoire est porté au crédit du compte 14 « Provisions réglementées » ou de son sous-compte 145 « Amortissements dérogatoires ».

L'amortissement dégressif résultant d'une disposition fiscale, on peut dire que la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire peut être considérée comme un amortissement dérogatoire.

Toutefois, si l'on se réfère à une déclaration du Ministre du Budget (déclaration devant l'Assemblée Nationale : JO Déb. du 20 octobre 1979 : Du conjoncture inflationniste telle que la nôtre, le système de l'amortissement dégressif ne constitue pas un avantage injustifié, contrairement à ce que certains prétendent à tort. C'est en fait, le mode d'amortissement qui serre au plus près la réalité » ; on peut considérer que la dégressif est un amortissement qui normale ce qui ne nécessite pas la comptabilisation de la différence entre dégressif et linéaire dans un compte de provisions réglementées.

Le Code Général des Impôts prévoit la possibilité de pratiquer des amortissements exceptionnels sur les investissements suivants :

- investissements destinés à la recherche :
  - immeubles.

Amortissement de 50% de valeur du bien la 1<sup>er</sup> année.

- immeubles anti-pollution :
  - épuration des «eaux industrielles ;
  - contre les pollutions atmosphériques et des odeurs.

Les matériels destinés à lutter contre le bruit acquis entre le 1/1/92 et le 31/12/98 bénéficient également d'un amortissement exceptionnel.

L'amortissement exceptionnel est égal à 50% de la valeur du bien, la première année. Pour les immeubles achevés avant le 31/12/90 l'amortissement est des amortissements dérogatoires.

Les logiciels acquis par une entreprise au cours d'un exercice peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel sur douze mois.

Les matériels destinés à économiser l'énergie acquis ou fabriqués du 1/1/91 au 31/12/98 s'amortissent sur 12 mois.

Les véhicules électriques sont également éligibles au dispositif de l'amortissement exceptionnel sur 12 mois.

Cet amortissement devra être considéré dans tous les cas comme avantage fiscal et donc traité pour la partie qui excède le linéaire ou le dégressif en amortissement dérogatoire.

Le tableau suivant entre la différence entre la position comptable et la position fiscale en matière d'amortissement.

### **Amortissement**

<b>Comptable</b>	<b>Fiscal</b>
Normal Economiquement justifié Linéaire dans certains cas le dégressif	Linéaire Amortissement minimum que toute entreprise doit constater
Dérogatoire différence entre l'amortissement fiscalement admis et l'amortissement normal soit la différence entre : l'exceptionnel fiscal et le linéaire l'exceptionnel fiscal et le dégressif (s'il est considéré comme normal) le dégressif et linéaire	Dégressif Amortissement fiscalement admis pour les biens que l'administration accepte que l'on amortisse suivant cette méthode
Exceptionnel Différence entre valeur actuelle d'un bien et la valeur nette comptable (VNC) lorsque la valeur actuelle est inférieure à la VNC	Exceptionnel Amortissements supérieurs au dégressif admis en tant que charge déductible en vertu d'une disposition particulière du code général des impôts

### **Exemple**

Une installation technique achetée 400 000 DH en début d'exercice est amortie sur 4 ans en linéaire ; elle bénéficie lors de son acquisition d'un amortissement exceptionnel de 50% de sa valeur d'achat.

	215 Installat. Technique	2815 Amortissem.	145 Amort. 681 dérogatoires	Dotat. exploitat.	687 Dotat. exception.
Achat	400 000				
Trouver tous les modules sur   <a href="http://www.bac-ofppt.blogspot.com">www.bac-ofppt.blogspot.com</a>					

Année 1

Amortissement linéaire

100 000 100 000

Amortissement dérogatoire

100 000 100 000

Année 2

Amortissement linéaire

100 000 100 000 787 Reprise  
exception.

Reprise amort. dérogatoire

33 333 33 333

Année 3

Amortissement linéaire

100 000 100 000

Reprise amort. dérogatoire

33 333 33 333

Année 4

Amortissement linéaire

100 000 100 000

Reprise amort. dérogatoire

33 334 100 000 100 000 33 334

Le compte 145 « Amortissement(s) dérogatoire(s) » se trouve soldé en fin de cycle d'amortissement.

Les praticiens seront seuls juges quant à la comptabilisation du dégressif comme amortissement normal ou comme amortissement dérogatoire, à moins que la doctrine ne fixe une règle immuable.

Les amortissements exceptionnels attachés aux immobilisations de lutte contre la pollution  
**ou**

Pour la recherche, sont à considérer comme des amortissements dérogatoires, de même que l'aide fiscale.

### 5.3 Amortissement des charges à partir sur plusieurs exercices

Lorsque des charges ont été enregistrées dans le compte 481 »Charges à répartir sur plusieurs exercices »à la fin de chaque exercice, on pratiquera un amortissement linéaire calculé prorata temporis (proportionnellement au temps).

On débitera un compte de dotations, soit :

- le compte 681 si la charge se rapporte à l'exploitation ;
- le compte 686 si la charge a un caractère financier ;
- le compte 687 si la charge a un caractère exceptionnel.

On créditera le compte 481 « Charges à répartir sur plusieurs exercices » car il n'existe pas de compte d'amortissement. Lorsque la charge sera totalement amortie, le compte 481 se retrouvera soldé. Le compte 481 fera apparaître directement le montant net.

## 6. Cessions d'immobilisations amortissables

Lorsque l'on cède en cours d'exercice un bien amortissable, on passe généralement trois écritures :

- on enregistre la cession de l'immobilisation :
  - en débitant un compte de tiers 462 ou de trésorerie ;
  - en créditant le compte 775 « Produits des cession d'immobilisation » et le compte 4457 « TVA collectée ».
- on comptabilise le complément d'amortissement pour la période qui sépare la date du dernier amortissement de la date de cession.
  - en débitant un compte 68 Dotation aux amortissement et aux provisions ;
  - en créditant un compte 28 Amortissement.
- on soldé le compte du matériel cédé et le compte d'amortissement correspondant :
  - en débitant les comptes 28 Amortissement et 675 « Valeur comptable des éléments d'actif cédés » ;
  - en créditant le compte d'immobilisation.

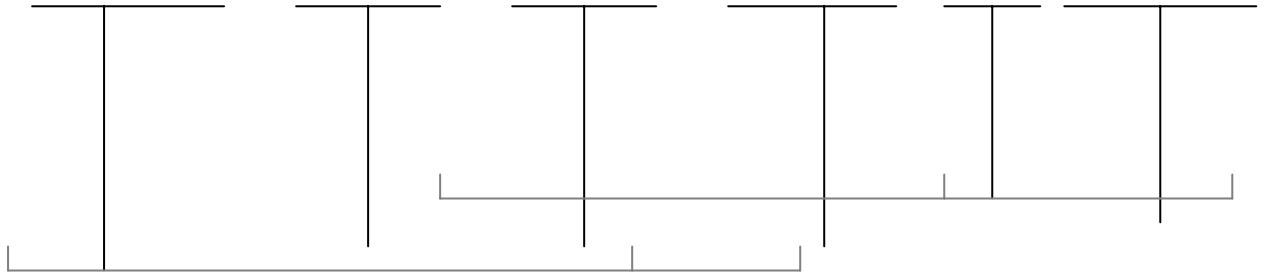
### Exemple

On cède au comptant le 4 mars 19 N pour 80 000 DH HT un matériel acheté le 3 décembre 19 N – 2 pour 200 000 DH Ht ; TVA 20.60%.

Le jour de la cession l'amortissement s'élevait à 85 000 DH.

Le prix de vente de l'immobilisation est de : 80 000 DH HT augmenté de la TVA à 20.60% soit 16 480 DH.

Compte de résultat		Bilan	
Charges	Produit	Actif	Passif
675 Valeur comptables actifs cédés	775 Produit de cession	215 Matériel 2815 Amort.	512 Banque 4457 TVA collectée
A nouveau		200 000	85 000



(réaliser l'exercices 1 et 2).

## **E – Les charges fiscale**

### **I. La TVA**

#### **Plan des comptes**

445 Etat – taxes sur le chiffre d'affaires

4455 Taxes sur le chiffre d'affaires à décaisser

4456 Taxes sur le chiffre d'affaires déductibles

44562 TVA sur immobilisations

445661 TVA sur autres biens

445662 TVA sur prestations de services

4457 Taxes sur le chiffre d'affaires collectées par l'entreprise

4458 Taxes sur le CA à régulariser ou en attente

44586 TVA sur factures non parvenues

44587 TVA sur factures à établir

- Les comptes 4456 servent à enregistrer la TVA lorsqu'elle est récupérable. Pour la TVA non récupérable, elle doit être enregistrée dans le même compte que l'immobilisation ou que la charge, car elle fait partie du prix de revient .
- Deux comptes ont été créés, le 44586 et 44587, qui servent pour la comptabilisation de la TVA sur les charges à payer et les produit à recevoir.

## **1.1 Définition de la TVA**

La TVA est un impôt indirect qui frappe en général tous les biens et services consommés ou utilisés en France. Grâce au jeu de la déductibilité de la TVA payée et du reversement de la TVA collectée, cette taxe est en principe neutre sur le plan des résultats de l'entreprise.

## **1.2 TVA collectée par l'entreprise**

Il s'agit de » la TVA collectée sur les produits, sur les prestations de services, et sur les cessions d'immobilisations. On distingue les deux cas suivants :

- l'entreprise acquitte la TVA sur les débits : la taxe doit être reversée au titre du mois du fait générateur : livraison ou générateur : livraison ou généralement la date de facturation ;
- l'entreprise acquitte la TVA sur les encaissements : la taxe doit être reversée au titre du mois du fait générateur : le paiement.

## **1.3 TVA récupérable**

Il s'agit de la TVA payée par l'entreprise sur les charges et sur les acquisitions d'immobilisations. Certaines TVA payées par l'entreprise peuvent être non déductibles (véhicules de tourisme, hôtel, etc.).

- TVA déductible sur charges : récupérable le mois même du fait générateur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1993 (suppression du décalage d'un mois).
- TVA déductible sur immobilisations : récupérable au titre de ce mois du fait générateur.

### **Nota**

Le fait générateur indique les conditions nécessaires à la déduction de la taxe. Pour l'achat d'une marchandise, ce sera la date de la facture. Pour l'achat d'une prestation (ex : réparation), ce sera la date de son paiement. C'est au titre de ce mois qui la TVA sera déduite.

### **1.4 TVA à payer**

Il s'agit de la TVA à décaisser par l'entreprise.

Elle correspond à la différence entre la TVA collectée et la TVA déductible (ou récupérable).

Elle est payable entre 15 et 25 jours suivant la fin du mois au titre duquel la déclaration est établie.

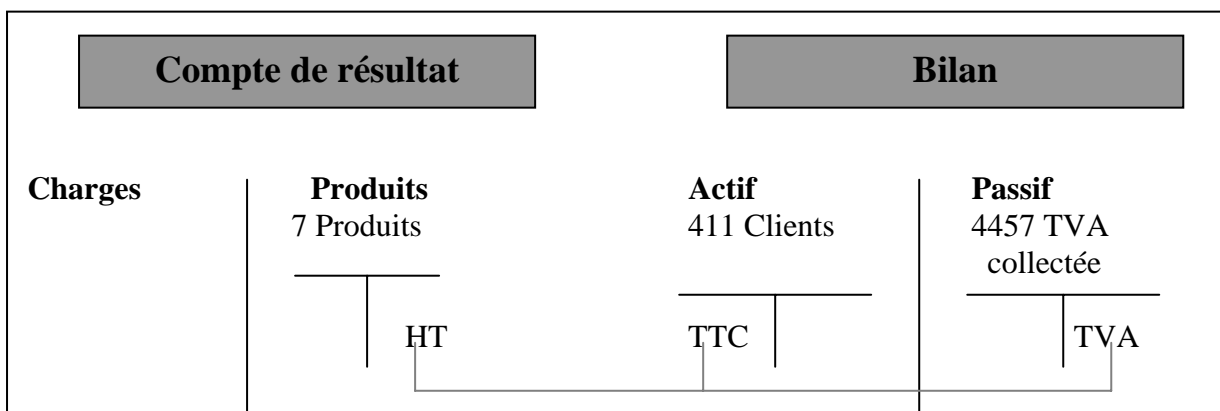
### **Exemple**

TVA collectée par l'entreprise au titre de janvier :	10 000
TVA récupérable sur charges au titre de janvier :	6 000
TVA récupérable sur immobilisations au titre de janvier :	3 000
= Déclaration TVA à payer de janvier :	1 000
Cette TVA est payable autour du 20 février.	
+ TVA collectée sur produits mois n	
- TVA récupérable sur charges mois n	
- TVA récupérable sur immobilisations mois n	
= TVA à payer mois n,	
payable en n + 1	

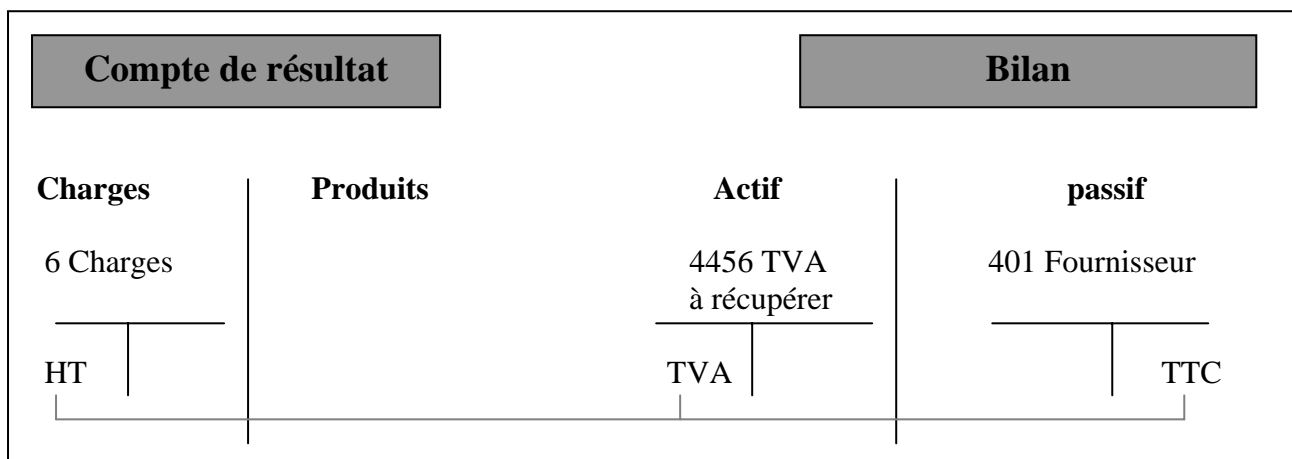
## **2) Comptabilisation**

### **2.1 TVA collectée par l'entreprise compte 4457**

Elle correspond à la TVA que l'entreprise a collectée pour le compte du Trésor.

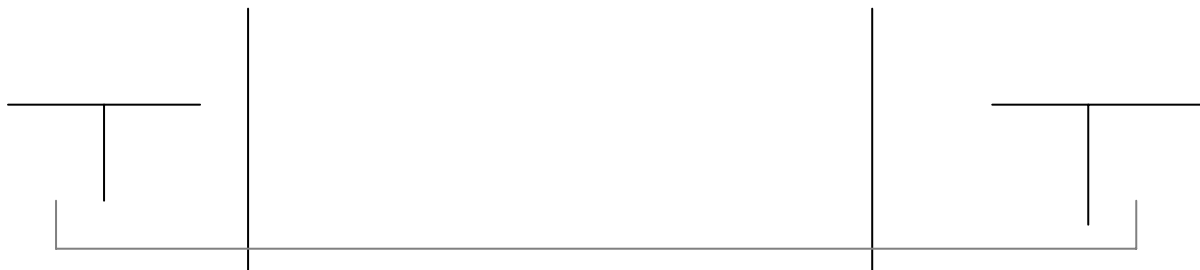


Elle correspond à la TVA que l'entreprise peut récupérer.



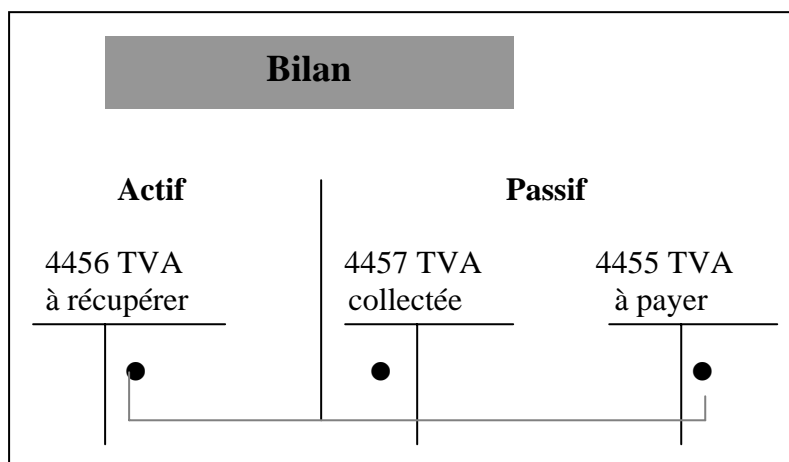
## 2.2 TVA non déductible

## Compte de résultat



### 2.3 TVA à payer compte 4455

Ce compte enregistre le résultat de la déclaration.



### 3) Les taux de TVA

La TVA s'obtient en appliquant le taux sur le montant hors taxe. Les taux sont les suivants :

Taux normal : 20.60%

Taux réduit : 5.50%

On peut également calculer la TVA sur le montant TTC en appliquant les taux suivants :

Taux normal : 17.08126%

Taux réduit : 5.2133%

### **Exemple**

Un bien de consommation courante passible de la TVA à 20.60% sur le prix HT a un prix de vente HT de 150 DH, d'où :

$TVA = 150\% * 20.60\%$

Ce qui nous donne un montant TTC de  $150 + 30.90 \text{ DH} = 180.90\text{DH}$ .

$TVA 180.90 * 17.08126\% = 30.90 \text{ DH}$ .

## **4) TVA sur cession d'immobilisations**

Lorsque l'on achète une immobilisation avec de la TVA récupérable, on enregistre la TVA dans un compte de tiers (TVA à récupérer sur immobilisations) et on la déduit le mois même.

Lors de la cession de l'immobilisation, la vente est soumise à la TVA pour la totalité. (Prix de vente TTC reconverti en HT et TVA).

Une seule exception cependant, concerne les immeubles bâtis pour lesquels on devra reverser au Trésor une fraction de la initialement déduite.

### **4.1 Immeubles bâtis**

Le montant de la TVA à reverser au titre de la régularisation est égal au montant de la déduction initiale diminuée d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile écoulée depuis le début de la période de régularisation (1/20 pour les immeubles acquis ou construits à compter de 1/1/96 ).

### **Exemple**

Soit un immeuble acquis le 1/10/89, qui a donné lieu à une récupération de 100 000 DH de TVA et qui a été revendu le 2 février 1994.

Il y a 6 dixièmes d'acquis, ce qui donne un reversement de :  
 $100\,000 - 6/10 (100\,000) = 40\,000$  DH.

Il y a 6 dixièmes d'acquis, ce qui donne un reversement à effectuer si la vente intervient après le 1/1/98.

#### **4.2 Immobilisations autres que les immeubles bâtis**

La vente est soumise à TVA, celle-ci est reversée au Trésor public dans les conditions de droit commun. On n'a pas besoin de rechercher la TVA initialement déduite lors de l'achat.

Le prix de vente est considéré comme TTC.

#### **Exemple**

Un matériel acquis le 7 mars 1988 est vendu le 30 octobre 1995 pour 12 060 DH TTC.

Montant de la TVA :  $\frac{12\,060 * 0.206}{1.206} = 2\,060$  DH

#### **4.3 Les livraisons à soi même**

Dans le cas de production d'immobilisations par l'entreprise pour le même, cette opération est soumise à TVA.

- La base d'imposition est constituée par le prix de revient de l'immobilisation.
- La date d'exigibilité de la TVA est fixée à la date de la première utilisation du bien.
- La TVA acquittée au titre de la livraison à soi-même est déductible de la taxe due dans la mesure où elle est récupérable.

### **5) La TVA intra-communautaire**

Les échanges de biens entre la France et l'autres Etats membres de la Communauté européenne s'analysent en deux opérations fiscale »s distinctes qui donnent lieu à une déclaration d'échange de biens (DEB).

- La livraison intra-communautaire suit en principe les mêmes règles qu'une exportation, hors UE. La vente est exonérée de TVA alors que la TVA sur les achats en France de matières et de frais généraux pour réaliser le produit est déductible (même enregistrement comptable qu'auparavant).
- L'acquisition intra-communautaire réalisée par l'acheteur française à fait naître une particularité avec la suppression des contrôles aux frontières. C'est l'acheteur français qui déclare la TVA et la déduit. Il paie sur la valeur HT. Le fait générateur est la livraison en France. L'exigibilité est la date de délivrance de la facture (si elle intervient comme généralement avant le 15 du mois suivant la livraison). Dans la pratique, la facture suit la livraison.

Comptable ment, une facture d'achat UE est convertie en Franc français, la TVA collectée et la TVA déductible sont enregistrées sur lala facture . La TVA est déclarée et déduite le mois suivant au titre du mois de l'achat.

## **II. Autres impôt**

Un certain nombre d'impôts et taxes frappent les entreprises individuelles de même que les sociétés. Ces impôt sont considérés comme des charges d'exploitation à l'exception de l'impôt sur les bénéfices qui doit être enregistré dans le compte 695 « Impôt sur les bénéfices ».

Certains impôts sont calculés sur la rémunération versée au personnel. Il s'agit de :

- la taxe d'apprentissage ;
- la formation professionnelle continue ;
- l'investissement (obligatoire dans la construction ;
- la taxe sur les salaires ;
- l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

D'autres impôts sont calculés sur d'autres éléments de l'entreprise : immobilisations, frais, généraux, etc. Il s'agit de :

- la taxe professionnelle ;
- la taxe sur les frais généraux ;
- la taxe sur les voitures de société ;
- etc.

### **1) La taxe d'apprentissage**

Les entreprises qui exercent une activité commerciale, industrielle ou artisanale sont passibles de la taxe d'apprentissage. Cette taxe assise sur les salaires touche toutes les entreprises qui emploient du personnel quel qu'en soit le nombre.

Toutefois, les entreprises employant au moins un apprenti et dont la masse salariale brute de l'exercice n'excède pas six fois le Smic annuel sont exonérées de taxe apprentissage (soit 479 784 DH pour l'année 1998).

### **a) Base de calcul de la taxe**

- la taxe est calculée sur le montant des rémunérations brutes y compris les avantages en nature, payés par l'employeur au cours de l'année civile écoulée.
- Le taux de la taxe est actuellement de 0.5% sur les salaires sauf pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et la Moselle où le taux est ramené à 0.1%.
- Avant le 5 avril, les employeurs doivent fournir une déclaration spéciale (n° 2482) accompagnée du versement.

### **b) Exonérations**

Certaines dépenses peuvent être prises en compte au titre de l'exonération. Il s'agit principalement des dépenses effectuées au titre de l'année d'imposition et se rapportant à une première formation technologique ou professionnelle (frais d'accueil de stagiaires de l'enseignement technologique).

Toutefois, une période complémentaire à l'année d'imposition a été instituée et certaines dépenses peuvent être effectuées avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle de l'imposition.

Il s'agit :

- des subventions aux établissements de l'enseignements public ou aux écoles privées légalement ouvertes et dispensant les premières formations technologiques et professionnelles ;
- des subventions centres de formation d'apprentis et aux écoles d'enseignement technologique et professionnel figurant sur l'arrêté ministériel du 20 mars 1978 ;
- des subventions versées à leurs propres centres de formations par les employeurs relevant du secteur des banques et des assurances ;
- des frais activités complémentaire des premières formations technologique et professionnelles et notamment de l'apprentissage comprenant en particulier les frais afférents à l'information et à l'orientation scolaire et professionnelle ainsi qu'à l'économie sociale et familiale ;
- des versements faits aux Chambres de métiers par leurs ressortissants.

Les assujettis qui ont engagé des dépenses libératoires doivent remplir une demande d'exonération à joindre à la déclaration « 2482 ».

### c) Comptabilisation

6312 Taxe d'apprentissage (versé à l'administration des impôts).

6335 Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage.

Si la taxe est versée à une école ou à un organisme on utilise le compte 6335.

### Exemple

L'entreprise Marnet a versé au cours de l'exercice, 380 000Dh de salaire bruts et 25 000Dh d'avantages en nature ; elle a versé 1 000DH à une école, ce versement ouvre droit à exonération.

Calcul de taxe due : 0.5% de 380 000 + 25 000

$$\text{Soit : } 0.5\% \times \frac{405\,000}{100} = 2\,025 \text{ DH}$$

Montant à reverser : 2 025 – 1 000 (exonération) = 1 025 DH

Compte de résultat		Bilan	
Charges	Produits	Actif	Passif
6312 taxe d'apprentissage		512 Banque	
1 025		1 025	
6335 Vers. Libératoire			
1 000		1 000	

## 2) La formation professionnelle continue

Depuis la loi du 31/12/91, on est assujetti à la formation professionnelle continuée dans trois cas.

### 1<sup>er</sup> cas : En l'absence de salarié

Les travailleurs indépendants attisant, membres de professions libérales et profession non salariées doivent cotiser pour un montant forfaitaire.

Taux : 0.15% du montant annuel du plafond de la Sécurité sociale soit pour 1998 :

$169\,080 \text{ Dh} * 0.15\% = 253.62 \text{ DH} + \text{TVA } 20.60\% = 52.25 \text{ DH}$  total TTC = 305.82DH.

### 2e cas : entreprise de moins de dix salariés

**Base :** Salaires bruts payée et avantages en nature fournis par l'employeur pendant l'année civile au titre de laquelle il y a obligation de participer.

**Taux :** 0.15% + 0.10% si l'entreprise est assujettie à la taxe d'apprentissage. Le tout étant soumis à la TVA à 20.60%, l'entreprise a obligation de souscrire pour le 5 avril une déclaration 2486, récapitulant les dépenses effectuées ou restant à effectuer.

### Exemple

Une société a versé 42 000DH de salaire en 19 N .

Elle est assujettie à la taxe d'apprentissage, elle emploi moins de 10 salariés.

Aucune dépense libératoire n'a été effectuée en 19 N.

Calculer le montant dû au titre de 19 N.

Versement le 5 avril 19 N + 1 accompagnant la déclaration 2486.

Formation continue :  $42\,000 * 0.15\% =$  648.00 DH

Versement libératoire

Taxe d'apprentissage :  $42\,000 * 0.10\% =$  432.00 DH

---

1 080.00 DH HT

222.48 DH

TVA 20.60%

---

1 302.48 DH TTC

T à effectuer

### 3e cas : entreprise de plus de dix salariés

Tout employeur occupant au minimum dix salariés doit concourir au développement de la formation professionnelle continue en participant chaque, engager des dépenses de formation relatives à des stages. Toutefois, l'entreprise est tenu de consacrer au financement d'actions

pour les jeunes (formation alternance) 0.4% du montant des salaires versés au cours de l'année de référence (0.3% pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Quelles que soient les autres dépenses libératoires effectuées, l'entreprise doit cotiser au congé individuel de formation (CIF) au taux de 0.20% avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante.

Ces deux versements sont imputables sur la participation due au titre de l'année.

L'entreprise a obligation de souscrire pour le 5 avril 19 N + 1 une déclaration 2483 justifiant de l'utilisation des fonds. Elle acquitte à cette date le solde éventuellement dû.

### **3) L'investissement obligatoire dans la construction**

#### **1) Calcul**

Tout employeur occupant au moins dix salariés est soumis à l'obligation D'investir dans l'effort de construction l'année qui suit le versement des salaires.

La taxe est calculée sur les salaires bruts payés au cours de l'année civile 19 N.

Le taux de participation à l'effort de construction est fixé à 0.45% pour 1998.

Un neuvième me doit être réservé au financement du logement des travailleurs immigrés soit 0.05%.

0.40% de la contribution doit être réalisée sous la forme soit de prêts aux salaires, soit de vaux d'amélioration d'immeubles anciens.

Dans la mesure où, au 31 décembre (19 N + 1) les employeurs n'ont pas réalisé les investissements exigés, ils sont soumis à une cotisation supplémentaire de 2%. Les employeurs doivent produire une déclaration 2080 avant le 16 avril.

#### **2) Comptabilisation**

##### **a) Versements à un organisme collecteur**

Compte de résultat		Bilan	
Charges	Produits	Actif	Passif
6344 Participation des employeurs à l'effort ) de construction		Trésorerie	
X			X

### **b) Versements pour d'investissement**

Charges	Produits	Actif	Passif
6314 Cotisation pour défaut d'investissement		Trésorerie	
X		X	

Voir la taxe sur les salaires et l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

**(réaliser l'exercices 1 et 2)**

## **F - LES MOYENNES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

L'entreprise pour financer sa création, son développement et son fonctionnement a besoin de se procurer les moyens financiers correspondants.

On distingue traditionnellement deux grandes catégories de financement : le financement externe et le financement interne (on dit aussi autofinancement).

### **I) Définition**

Deux grandes distinctions permettent de classer aisément les moyens de financement externe :

- d'une part, le financement à long terme par rapport au financement à court terme ;
- d'autre part, le capital (ou apport des associés) par rapport à l'emprunt.

La distinction entre le long terme et le court terme est généralement présentée de manière formelle en se référant à la durée de l'opération. Les opérations d'emprunt à long terme sont celles dont la durée va de 8-10 ans à ans . une modalités particulière d'emprunt que l'on examinera séparément vient s'intercaler entre les deux types de financement : le crédit à moyen terme dont la durée est de 5 à 7 ans.

### **A. Le financement à long terme**

Le capital dans les Société Anonymes

Pour naître, créer son outil trésorerie, une société doit réunir des moyens qui constituent son capital d'origine. Elle les demande à ses associés fondateurs, qui sont ses premiers actionnaires et à cette occasion fait sa première émission d'actions.

#### **Exemple :**

après étude d'un projet d'usine pour la fabrication de matériel électrique,

Un groupe de personnes intéressées est parvenu à la conclusion que deux millions de DH étaient nécessaires pour le mener à bien. Le capital initial sera fixé à deux millions de DH, divisé en vingt mille actions de cent DH chacune; les fondateurs souscriront et se feront remettre autant d'actions de cent DH que le montant de leur contribution à la réunion de ces deux millions de DH l'aura voulu. La valeur nominale de ces actions est de cent DH, cette somme étant d'ailleurs le minimum légalement imposé aujourd'hui aux actions de sociétés en voie de constitution.

Peu importe la manière dont ces fondateurs auront fourni leur apport; la plupart d'entre eux auront versé des espèces et reçu en contrepartie des actions de numéraire; un autre

pourra s'être dessaisi d'un terrain pour l'édification de la fabrique et de ses bureaux, ou encore de tout autre bien utile à l'entreprise naissante (bâtiments, matériels, fonds de commerce, droit d'exploiter un brevet ...), on l'aura fait évaluer sous mille précautions prévues par les lois et l'intéressé en recevra la contre valeur en actions d'apport.

## **1) Les actions :**

La société offre à l'épargnant une part de son capital en lui remettant contre son apport financier un titre appelé action qui lui confère la qualité d'associé.

C'est une sorte de titre de copropriété de l'entreprise. Il donne droit à une part proportionnelle de la répartition des bénéfices de la société.

Ce revenu annuel de l'action s'appelle dividende. Ce bénéfice peut être plus ou moins important et par conséquent cette part que touche l'actionnaire est variable. C'est pourquoi on appelle aussi l'action « valeur à revenu variable ».

L'action présente donc deux caractères essentiels :

- titre de participation à une entreprise, elle représente une part de propriété dont la valeur est directement liée à la valeur même de l'affaire et des biens qu'elle possède,
- donnant droit à répartition des bénéfices, elle est aussi liée à l'évolution des résultats de l'entreprise, donc intéressée directement à son expansion.

## **2) L'augmentation de capital**

L'entreprise a rencontré le succès ; elle a développé son chiffre d'affaires; mais la rançon en est que sa trésorerie est devenue trop étroite ou que pour répondre à la demande de ses clients elle doit créer de nouvelles installations que ses réserves ne suffisent pas à financer. Elle ne souhaite pas emprunter au-delà de ce qu'elle a pu déjà faire. Elle préfère demander à ses actionnaires de l'argent frais, donc solliciter d'eux un accroissement de leur participation en les invitant à souscrire à une émission d'actions nouvelles, exclusivement payables en numéraire : comme les actions anciennes, les nouvelles seront nécessairement au nominal de cent francs, si l'on continue de raisonner sur l'exemple cité ; mais le prix d'émission ne sera pas nécessairement équivalent au nominal : la loi interdit qu'il lui soit inférieur, mais il peut cette fois lui être égal ou supérieur.

## **3) Pourquoi s'introduire en Bourse?**

Avant, la question ne se posait même pas : la bourse était fermée aux entreprises moyennes. Trop compliquée, trop chère et trop risquée, elle ne pouvait attirer que des affaires ayant déjà atteint par leurs propres moyens des dimensions nationales ou internationales, comme Bongrain et ses fromages, Promodès, ses entrepôts et magasin. Au total, à peine une ou deux « introductions » par an. Aujourd'hui, la situation est exactement inverse.

Entre temps, exactement le 2 février 1983, il y a eu la création du « second marché », sorte d'antichambre de la « vrai » bourse, plus simple d'accès. En un peu moins de deux ans, une cinquantaine d'entreprises ont franchi le pas . parmi elles, des noms bien connus du grand public : les bateaux Zodiac, la vaisselle Guy Degrenne, les sous vêtements Hom, les slips Petit-Bateau, les agendas Quo Vadis, les crèmes glacées Miko, les voiliers Bateau, les fixations de ski Salomon, les robes Gérard Pasquier.

Une caractéristique commune : ce sont toutes des entreprises qui affichent de belles performances en termes de croissance et de bénéfice des. Autrement dit qui ont à la fois besoin de capitaux pour poursuivre leur développement et les moyens de rémunérer ces capitaux sous pour la plupart des affaires familiales ou personnelles. Et pour leurs propriétaires, l'introduction en bourse se traduit d'abord et avant tout par une rentrée d'argent qui peut être considérable : 20 millions de francs pour Michel Brunswick et ses associés, fondateurs, il y a douze ans, avec au départ 100 000 francs, de MB Électronique ; 30 millions pour Guy Degrenne, le (faux) mauvais élève qui dessinait des couverts dans le fond de la classe.

Il faut bien comprendre que pour une entreprise, l'introduction en Bourse correspond à un changement profond de la nature de son capital. Avant d'être cotées et d'être échangées dans le cadre d'un marché, les actions qui constituent le capital sont des objets inertes. Leur valeur n'est que juridique (droit de vote) ou strictement comptable.

Par ailleurs pour augmenter leur capital, le ou les propriétaires d'une affaires non cotée en bourse n'ont d'autre solution que de réinjecter eux-mêmes une quantité d'argent supplémentaire, ce qui signifie le plus souvent laisser au sein même de l'entreprise les bénéfices qu'elle réalise au lieu de se les distribuer. Ce peut être frustrant : le capital a droit à une rémunération. Ou insuffisant, pour élargir les assises financières de l'entreprise. Il y a bien une autre solution : ouvrir son capital à des institutions financières spécialisées (banques d'affaires », sociétés de développement régional, instituts de participation, etc. ) . Mais les capitaux disponibles par ces circuits ne sont pas extensibles à l'infini.

L'introduction en bourse permet de lever ces obstacles à une vie « naturelle » du capital. Contrairement à ce qui est souvent pré-tendu, l'introduction en bourse ne procure pas d'entrée de jeu nouvelles ressources à l'entreprise. Car l'argent récolté à la première cotation ne va pas dans les caisses de l'entreprise mais dans celles des actionnaires qui vendent. A moins que les actions introduites ne correspondent elles-mêmes à une augmentation du capital de la société : les cas sont assez rares dans les introductions récentes au second marché. Ils concernent des entreprises qui avaient déjà des actionnaires « institutionnels » (banques, organismes financiers), comme la D.A.F.S.A. ou Zodiac.

Il n'empêche que dans un deuxième temps, une société cotée peut faire appel à l'épargne publique et augmenter ses fonds propres. En émettant de nouvelles actions qui seront, soit vendues dans le public, soit cédées directement à nouveaux actionnaires.

Ce renforcement potentiel de la surface financière augmente aussi les capacités d'emprunt à court, moyen ou long termes. C'est un processus cumulatif qui peut changer complètement les conditions du développement d'une entreprise.

#### **4) L'emprunt obligataire : qu'est-ce qu'une obligation?**

Une société peut se procurer de l'argent pour investir en lançant un emprunt. En contrepartie de cet argent la société donne à l'épargnant un droit de créance qui s'appelle obligation.

Une obligation est donc un titre qui matérialise un contrat passé avec la société, laquelle s'engage, quels que soient les résultats de son exercice, à verser à échéance régulière un taux d'intérêt fixé au préalable. D'où une appellation que vous avez déjà entendue de valeur à revenu fixe.

De plus, par ce même contrat, la société détermine la date remboursement du prêt.

#### **5) Crédits à long terme**

Les crédits à long terme (supérieurs à sept ans, mais le plus souvent à 10 ou 15ans) sont généralement accordés pour financer des acquisitions de terrains et des constructions ou achats d'immeubles ou d'installations immobilières.

Les crédits à moyen terme (de deux à sept ans) concernent plutôt le financement des équipements, des machines, matériels ou véhicules utilitaires.

##### **a) Crédits mobilisables à long moyen terme**

Lorsqu'un banquier vous accorde un prêt, par exemple de un million de francs pour 10 ans, ces fonds qui vont entrer dans vos caisses vont sortir des siennes. Pour reconstituer sa propre trésorerie, le banquier peut demander à la Banque de France de lui consentir un prêt qui sera garanti par votre dossier. Ce refinancement est très comparable à l'escompte des traites de vos clients que vous effectuez auprès de votre banque habituelle. Comme pour ces traités, d'ailleurs, la mobilisation de ces crédits auprès d'un organisme spécialisé ne vise qu'à assurer de la « trésorerie » à la banquer (le « risque » de non-remboursement du crédit restant à la charge du banquier et non l'organisme de réescompte).

L'avantage pour vous, de pouvoir mobiliser un crédit, est d'obtenir un taux inférieur à celui d'un crédit non mobilisable (entre 0.50 % et 1 %) et, compte tenu montant souvent élevé de l'emprunt et de sa durée, cette différence entraîne une sensible économie de frais financières.

##### **b) Crédits non mobilisables à long ou moyen terme**

Si vous avez besoin d'un crédit à moyen ou à long terme, et si celui-ci ne remplit pas les conditions imposées par les organismes de réescompte pour être mobilisable, votre l'accorder sur ses propres deniers.

Généralement les banquiers ne sont guère favorables à de tels crédits qui gèlent leur trésorerie pendant plusieurs années. Aussi, les taux seront-ils supérieurs de 0.50 à 1.50''% à ceux normalement consentis pour un crédit mobilisable.

## **6) Le crédit-bail (« leasing ») Définition et caractéristiques**

### **1- Définition**

L'utilisateur choisit librement son équipement et le fait acheter par Locabail le lui loue pendant une durée correspondant à la durée de l'amortissement fiscal.

A la fin du contrat vous pouvez :

- Soit racheter le matériel pour une faible somme fixée au départ du contrat,
- Soit le relouer pour 2 ou 3 ans à des conditions minorées,
- Soit le restituer à Locabail.
- Durée
  - 4 à 5 ans en règle générale.
  - Exceptionnellement 7 ans pour certains matériels.
- Remboursements
  - Par mensualités ou trimestrielles, dégressives ou linéaires, payables « terme à échoir ».
- Coût
  - Le coût des opérations de crédit-bail varie selon la durée, le montant de l'opération et la nature du matériel.

Le crédit-bail, pourquoi?

#### **1) Pour s'équiper sans acheter**

La société de crédit-bail achète le matériel que vous avez choisi.

#### **2) Pour produire plus en ménageant vos capitaux propres**

Le crédit-bail accroît vos moyens de production. Vous conservez vos moyens financiers pour les emplois où ils sont irremplaçables.

#### **3) Pour obtenir un financement total**

La société de crédit-bail finance vos opérations d'équipement à 100 %. Le matériel paie lui-même son loyer en produisant.

#### **4) Pour sauvegarder les possibilités d'emprunt**

Le crédit-bail vous permet de protéger vos capacités d'emprunt.

Dans l'immédiat, la structure du bilan n'est pas modifiée. A terme, elle est renforcée : les bénéfices dégagés représentent un enrichissement.

5) Pour préserver l'indépendance de votre entreprise  
Investissements et endettement excessifs rendent une entreprise vulnérable.

## **B. Le financement à court terme**

Le financement des créances : l'escompte

La traite est un titre par lequel un créancier donne l'ordre à son débiteur de payer une certaine somme à un tiers. Le créancier qui émet la traite s'appelle le tireur, le débiteur s'appelle le tiré, et le tiers le bénéficiaire.

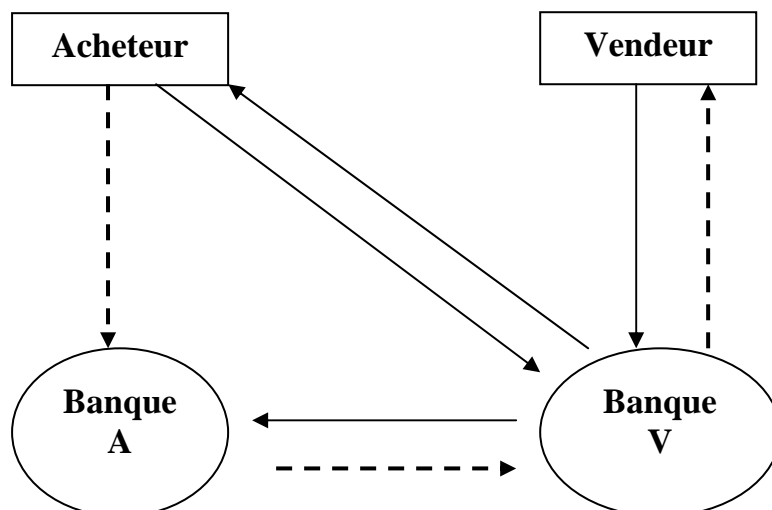
La traite est un véritable instrument de paiement puisqu'elle remplace le transfert d'espèces ou le chèque.

Elle est en même temps un instrument de crédit car elle vous permet par l'escompte de « mobiliser » votre créance. La mobiliser c'est obtenir de votre banque qu'elle vous en règle immédiatement le montant à la place de votre débiteur, à charge pour vous de la rembourser si la traite n'est pas payée à son échéance par votre débiteur.

Donc l'acceptation de ces traites par votre client en facilite l'escompte auprès de votre banque.

La procédure d'escompte est simple. Il vous suffit de remettre à votre banque les traites établies ou endosses à son ordre et elle vous créditera de leur montant sous déduction d'un intérêt.

### **Effet remis à l'escompte**



————— Circuit des traites  
- - - - - Circuit des fonds

Le financement des créances : le crédit de mobilisation des créances commerciales (C.M.C.C.) et la lettre de change relevé (L.C.R.)

Pour simplifier la procédure d'escompte deux nouvelles techniques ont été créées :

- Le crédit de mobilisation des créances commerciales (C.M.C.C) : l'entreprise regroupe toutes ses factures à échéance voisine (dix jours d'écart maximum) et crée pour le montant total un seul billet à ordre qui est escompté par la banque. Cette technique ne change rien pour les clients de l'entreprise qui paieront l'entreprise à l'échéance. Cette dernière remboursera alors la banque.

- La lettre de change relevé (L.C.R.) : l'entreprise tire un relevé d'identité bancaire que lui a fourni son débiteur (tiré). le banquier enregistre l'opération sur support magnétique (le tireur effectue lui même, parfois, cet enregistrement et remet à son banquier une bande magnétique).

- Régulièrement, les bandes des différentes banques sont traitées au niveau national par un ordinateur qui effectue une compensation. Chaque banque reçoit une bande magnétique qui l'informe des L.C.R. que ses clients doivent payer et envoient à ceux-ci un « relevé de lettres de change à payer ».

Comme dans le C.M.C.C. l'entreprise souscrit un billet sa ordre de sa banque pour le montant des L.C.R. et fait escompter ce billet par sa banque.

### **Le financement des créances : l'affacturage (« factoring »)**

Le factor, qui achète les factures de son adhérent rend trois services distincts et complémentaires :

- Il garanti les créances commerciales ;
- Il effectue la gestion complète des comptes-clients ;
- Il finance les créances qu'il a prises en charge.

Le chef d'entreprise ayant conclu un contrat d'affacturage se trouve ainsi libéré des problèmes administratifs et comptables liés à ses ventes et dégagé des risques financiers, il peut se consacrer entièrement à son activité industrielle ou commerciale et accélérer le développement grâce à une trésorerie améliorée.

Le montant des factures dans les droits desquelles la S.F.F. est subrogée, est immédiatement porté au crédit du compte courant ouvert au nom de l'Adhérent.

Quel que soit leur mode de règlement, billets à ordre, chèques, traites... les créances transférées à la S.F.F. peuvent à tout moment faire l'objet d'un financement pouvant atteindre la totalité.

Ce financement peut s'opérer par remise, soit d'un chèque, soit d'un billet à ordre que la S.F.F. souscrit au nom de l'Adhérent, et que celui-ci escompte auprès de la banque de son choix.

Le financement par biller à ordre souscrit au nom de l'Adhérent permet à celui-ci de conserver les relations habituelles avec son banquier.

Ce dernier voit son travail simplifié puisque, tout en conservant son mouvement, il escompte un effet regroupant un nombre important de créances.

Le financement des créances : le crédit documentaire

Cette forme de crédit permet de concilier deux exigences contradictoires dans le commerce international :

- L'acheteur souhaite donner à son fournisseur étranger la certitude qu'il sera payé et ne pas régler comptant les marchandises qu'il a achetées ;
- Le fournisseur étranger ne veut pas prendre le risque de consentir un délai de paiement à son acheteur.

Le crédit documentaire est l'opération par laquelle le banquier de l'acheteur, d'ordre et pour compte de celui-ci, s'engage à payer au vendeur étranger le prix de la marchandise contre (connaissance, police d'assurance, etc.).

En pratique, l'importateur demande à son banquier d'ouvrir, auprès de la banque de l'exportateur étranger, un accreditif en faveur de celui-ci. Le banquier de l'exportateur notifie à son client l'accreditif ouvert en sa faveur. L'exportateur expédie alors les marchandises et se fait remettre par le transporteur les documents qu'il adresse à son banquier.

Celui-ci, après avoir vérifié la conformité de ces documents avec les stipulations de l'accreditif, règle le prix de la marchandises l'exportateur et adresse les documents au banquier de l'acheteur. Ce dernier rembourse alors son confrère étranger, puis remet les documents à son confrère étranger, puis remet les documents à son client, contre paiement du prix des marchandises.

L'importateur peut, néanmoins; différer le paiement de la marchandise :

- Soit pendant le temps correspondant à la durée du transport; son banquier lui consent alors une « avance sur documents », ceux-ci constituant son gage,

- Soit pendant le temps nécessaire à la revente des marchandises et l'avance sur documents constitue par le banquier constitue alors une « avance sur marchandise ».

### **Les crédit de trésorerie et les crédit de campagne**

Aidant l'entreprise à faire face ses problèmes de trésorerie, les crédits de trésorerie sont liés à un dépannage passage, alors que les crédits de campagne sont liés à l'activité saisonnière. Dans les deux cas, il s'agit de découvert, c'est-à-dire que l'entreprise peut utiliser son compte bancaire alors qu'il n'existe pas de provision. Bien entendu, l'entreprise paiera des intérêts qui seront fonction de » la durée et de l'importance du découvert.

- **Les crédits de trésorerie :**

- La facilité de caisse est un découvert de très courte durée (quelques jours) permettant à l'entreprise de faire face aux décalages passagers entre ses encaissements et ses décaissements (ex. : règlement (des salaires, des impôts, des charges sociales...))
- Le crédit relais est un découvert accordé à une entreprise dans l'attente d'une rentrée de capital, émission d'un emprunt..)

- **Les crédits de campagne :**

Ils sont accordés aux entreprises dont l'activité est saisonnière. En effet, pendant une partie de l'année ces entreprise doivent financer la production et le stockage sans aucune recette provenant des ventes, celle-ci n'ayant lieu qu'à une p » période ultérieure de l'année.

### **Les obligations cautionnées**

Certaines taxes, comme la T.V.A. doivent être payées par l'entreprise avant d'être récupérées lors de la vente aux clients.

Pour compenser ce décalage, l'administration accepte parfois un règlement différé des droits ou taxes qui lui sont dus. En contre-partie, le redevable doit faire cautionner auprès d'une banque un billet à ordre dans lequel il s'engage à payer à une certaine échéance.

### **Le financement interne (ou autofinancement)**

L'autofinancement, comme son nom l'indique, est une source de capitaux que l'entreprise se crée et entretient elle-même, par son activité propre et qui est constituée par des moyens de financement permanents ou d'une certaine durée que l'entreprise trouve dans ses

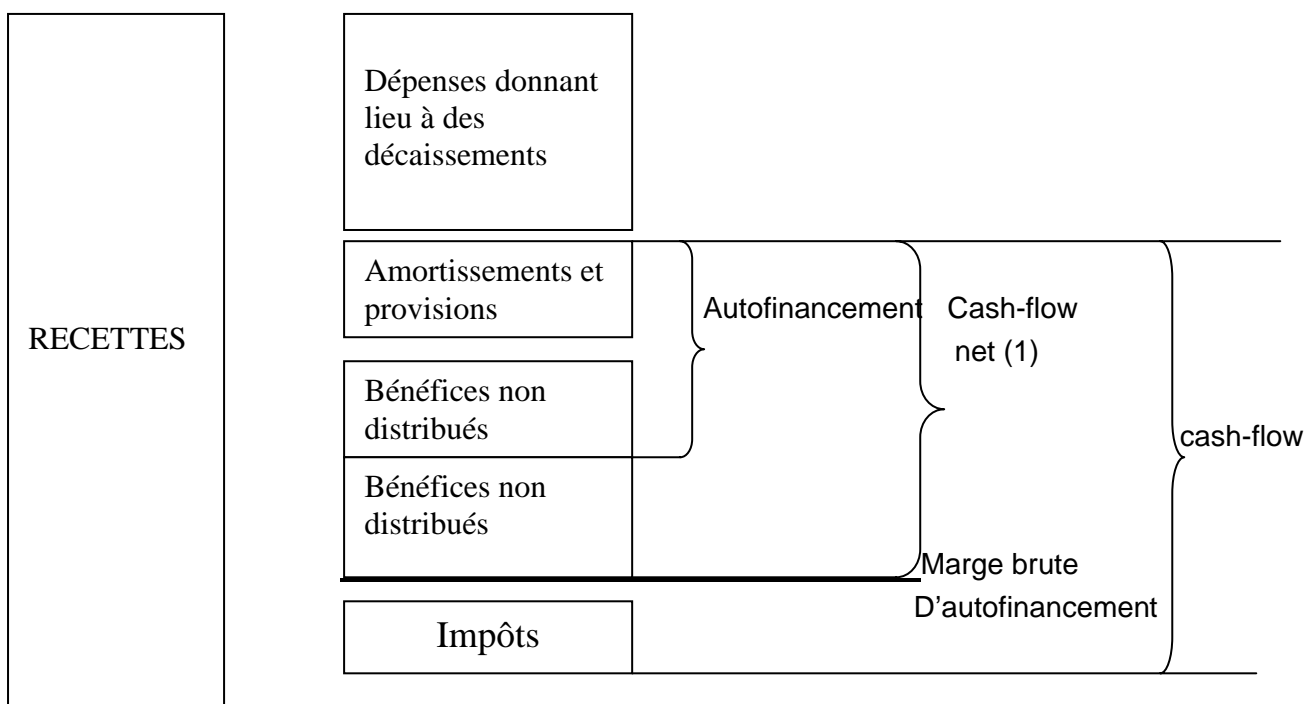
propres ressources : résultats, amortissements et provisions essentiellement indépendamment du recours aux associés ou à des emprunts.

### 1) Notion de recettes (ou de produits) et de dépenses (ou charges) donnant lieu à des décaissements

L'entreprise, grâce aux recettes réalisées par la vente des produits qu'elle fabrique ou distribue, paie ses charges (salaires du personnel, achats de matière, de marchandises, primes d'assurances, etc.) . Ces dépenses donnant lieu à des sorties de disponibilités.

### 2) Notion d'amortissement

Les biens utilisés par l'entreprise pendant plusieurs exercices, et qui à ce titre figurent dans son bilan sous le titre « Immobilisations » subissent une perte de valeur due à la détérioration physique (usure due à l'utilisation ou à l'action du milieu – exemple : rouille) ou technologique (obsolescence due au progrès technique). Cette dépréciation est constatée chaque année, pour l'exercice considéré, par l'amortissement.



Exemple d'un matériel acheté 10 000 F.H.T. (durée de vie 5 ans)

Années	valeur brute	Amortissements	valeur nette	Au compte de résultat Dotation aux amortissements
--------	--------------	----------------	--------------	--

1	10 000	2 000	8 000	+ 2 000	2 000
2	10 000	4 000	6 000	+ 2 000	2 000
3	10 000	6 000	4 000	+ 2 000	2 000
4	10 000	8 000	2 000	+ 2 000	2 000
5	10 000	10 000	0		2 000

Il faut bien comprendre le caractère double de l'amortissement :

- il est à la fois une charge dans le compte de résultat, car il correspond à une perte de valeur effective ;
- il est en même temps une ressource en termes financières, car le montant correspondant n'est pas « sorti » de l'entreprise. Prenons l'exemple d'une voiture qui perd une partie de sa valeur chaque année. Il faut en tenir compte au niveau des charges de l'entreprise (dotation aux amortissements), bien que dépendant plusieurs années (jusqu'au rachat d'un nouveau véhicule) l'entreprise n'aura rien à décaisser. Cette somme pourra servir chaque année au financement de nouvelles immobilisations de la même manière qu'au moment de l'achat du nouveau véhicule d'autres amortissements seront utilisés pour son financement.

### 3) Notion de provision

Les provisions consistent à anticiper comptablement des charges qui correspondent à un risque futur. C'est-à-dire qu'au moment de la constitution de la provision l'évaluation de la charge est encore le plus souvent incertaine quant à son montant et/ou à sa réalisation. (Exemple : provision constituée pour faire face à une condamnation judiciaire éventuelle pour concurrence déloyale engagée par une entreprise concurrente.)

La provision devra être prise en compte pour faire face à des risques ou à des dépréciations précis (es) ayant de fortes chances de réaliser, et qui ont pris leur source dans l'exercice considéré. Le plan Comptable Révisé distingue deux catégories de provisions :

- provisions pour dépréciation (des stocks, titres, des créances),
- provisions pour risques et charges (litiges, garanties, amendes, charges à répartir sur plusieurs exercices);

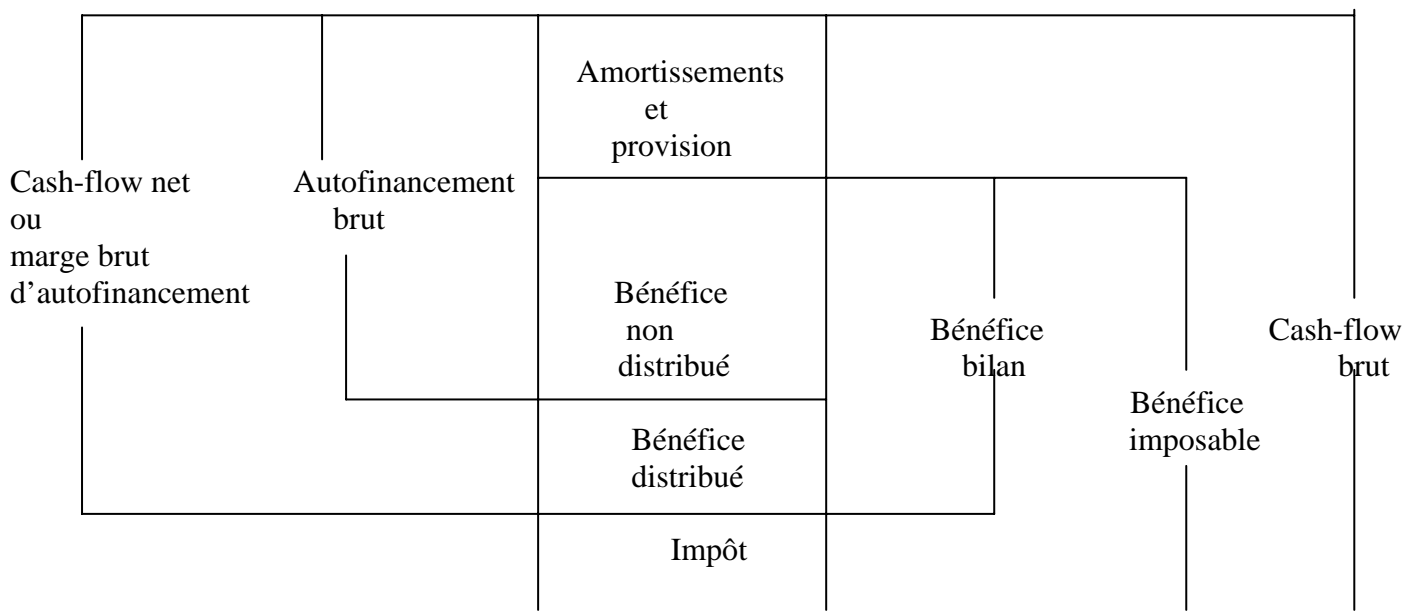
#### 4) Notion de bénéfice

Le résultat est la différence entre les produits et charges d'un exercice. Lorsque les recettes sont supérieures aux charges, le résultat est positif et porte le nom de bénéfice. Ce bénéfice avant impôt est appelé bénéfice brut. Si l'on retranche le montant des impôts, on obtient le bénéfice net.

A la fin de chaque exercice, une décision est prise quant à l'affectation du bénéfice réalisé :

- le bénéfice peut être conservé totalement ou partiellement dans l'entreprise pour assurer son financement (resserves, report à nouveau);
- le bénéfice peut être distribué aux propriétaires de l'entreprise (dans les Sociétés Anonymes les actionnaires reçoivent alors des dividendes).

**En résumé, nous pouvons reprendre le schéma suivant :**



**(réaliser l'exercices 1 et 2)**

## G- Notions de comptabilité générale

### I. Notion de compte

#### A) Présentation schématique du compte

Le compte est un tableau composé de deux parties :

- la partie gauche est appelée débit ;
- la partie droite est appelée crédit ;

#### Exemple

Débit			Compte caisse n°53			Crédit
Date	Libellé	Somme		Date	Libellé	Somme
10 mai	Encaissement Vente	330		11 mai	Règlement essence	120

Pour être complète toute inscription dans un compte doit comporter :

- la date ;
- un libellé précis permettant de retrouver la pièce comptable d'origine ;
- le montant de l'opération.

Le solde d'un compte :

La différence entre le débit et le crédit d'un compte s'appelle un solde.

- si débit > crédit, le solde est débiteur ;
- si crédit > débit, le solde est créditeur ;
- si débit = crédit, le solde est nul.

#### L'imputation dans un compte :

Le compte a pour mission de recenser un à un tous les mouvements qui l'affectent. Inscrire une somme dans un compte à son débit ou à son crédit est appelé imputation :

- débiter un compte c'est porter une somme à son débit ;
- créditer un compte c'est porter une somme à son crédit.

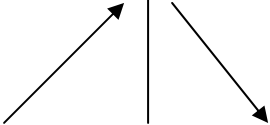
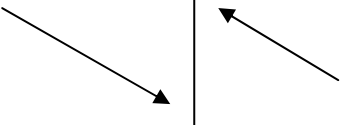
## **B) Le jeu des comptes**

Une des difficultés de l'initiation à la comptabilité générale consiste à savoir dans quel cas il faut débiter un compte ou au contraire le créditer.

A cet égard, il est nécessaire de connaître parfaitement les règles fondamentales suivant :

- 1. Tous les comptes d'actif du bilan augment par débit et diminuent par crédit.**
- 2. Tous les comptes de passif du bilan augment par crédit et diminuent par débit.**
- 3. Tous les comptes de charges du compte de charges du compte de résultat augment par débit et diminuent par crédit.**
- 4. Tous les comptes de produits du compte de résultat augmentent par crédit et diminuent par débit.**

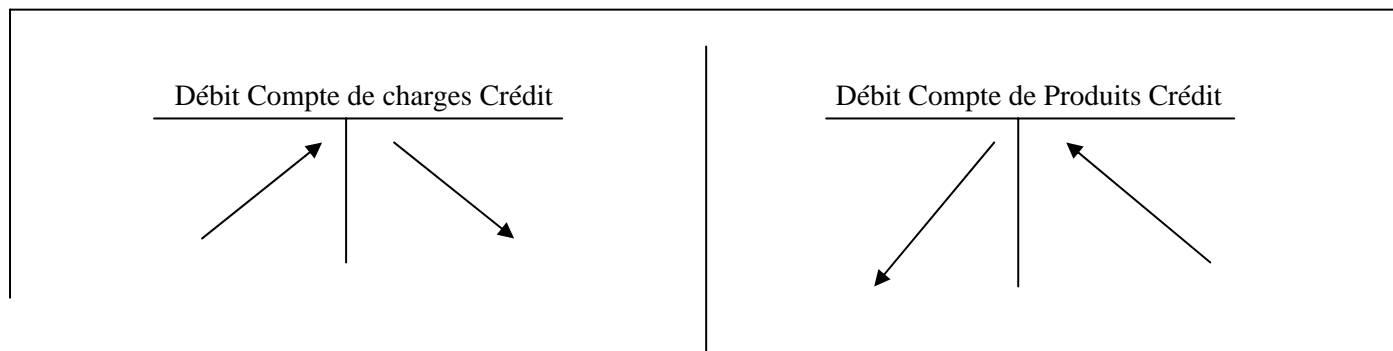
Ceci peut résumer dans les tableaux suivants :

<b>Actif</b>	<b>Bilan</b>	<b>Passif</b>
<div>Débit Compte d'Actif Crédit </div>		<div>Débit Compte de Passive Crédit </div>

## Charges

## Compte de résultat

## Produits



Nous noterons par ailleurs, qu'un compte est :

- crédité s'il enregistre une ressource ;
- débité s'il enregistre un emploi.

## II. Le Journal

### A) Le Journal : enregistrement chronologique des faits comptables

Le journal se présente de la manière suivante :

	Comptes		Mouvements	
	A débiter	A créditer	Débit	Crédit
Article de journal	Date			
	Compte(a)	Compte (b)	800	
	Libellé	Compte©		500
				300

Chaque article correspond à une opération : le libellé fournit une explication et l'égalité *total débits = total crédits est toujours vérifiée.*

Chaque opération donne lieu à la création d'une pièce justificative dite pièce comptable.

Les informations enregistrées au journal sont la traduction en termes comptables de leur contenu.

Selon l'équipement informatique de l'entreprise, l'enregistrement est effectué à partir des pièces comptables ou des documents de préparation du travail comptable appelés selon les entreprises :

- feuilles d'imputation,
- bordereaux de saisie,
- tickets comptables, etc.

Ces documents sont équivalents au journal en ce qui concerne le contrôle des imputations et de l'égalité de la partie double.

On peut donc dire que l'analyse par le journal a un double rôle :

- contrôler les imputations,
- vérifier que : total débit = total crédit.

Pour enregistrer une opération au journal, il convient :

- de déterminer les comptes concernés et d'établir le sens et le montant du mouvement qui affecte chacun d'eux ;
- de respecter les règles de présentation indiquées ci-dessus.

### III. Le Compte du Bilan

#### A) Présentation du bilan

L'origine latine du mot bilan (bis signifie deux et lans signifie plateau) indique qu'il s'agit d'un tableau se composant de deux parties absolument équilibrées :

- la partie droite s'appelle le **passif** du bilan et représente tout ce que l'entreprise doit ;
- la partie gauche s'appelle l'actif du bilan et représente tout ce que l'entreprise possède et tout ce qu'on lui doit.

Nous insistons à nouveau sur la règle de séparation des patrimoines qui impose une distinction entre le patrimoine de l'entreprise et celui de « ses propriétaires ».

En effet, à sa création l'entreprise a un patrimoine nul et sa première opération consiste à emprunter de l'argent auprès de « ses propriétaires » pour constituer son « capital ».

Sur le plan financier

- le passif indique les ressources de l'entreprise et l'origine des capitaux mis à sa disposition.
- L'actif représente les emplois qui ont été faits de ces ressources.

**Actif**

**Bilan de l'entreprise au ...**

**Passif**

Biens que l'entreprise possède  
Créances sur les tiers

Dettes de l'entreprise :

- vis-à-vis des associés
- vis-à-vis des organismes financiers
- vis-à-vis des tiers

**Exemple**

Monsieur Fernand vient d'acquérir de M. François un fonds de commerce aux conditions suivantes :

Fonds commercial	500 000 F
Agencements	100 000 F
Stock de marchandises	300 000 F
Soit au total	900 000 F

- Monsieur Fernand vers au moment de la signature 400 000 F et s'engage à verser le reste sur un an.
- D'autre part, M. Fernand a ouvert un compte bancaire sur lequel il a versé 300 000 F.

Le bilan de M. Fernand se présente comme suit :

Fonds commercial	500 000	Capital	700 000
Agencements	100 000	Dettes vis-à-vis	500 000
marchandises	300 000		
Banque	300 000		
	<hr/> 1 200 000		<hr/> 1 200 000

## **IV. Le Compte de gestion**

### **A) Présentation des comptes de gestion**

Les comptes de gestion distinguent les opérations qui découlent d'une activité normale de celles qui proviennent d'un événement exceptionnel.

Les premières constituent des charges ou produits de gestion courante, et concernent les éléments d'exploitation ou les éléments financiers.

Les secondes n'intéressent que le résultat final et sont enregistrées dans des comptes de charges ou produits exceptionnels.

Le Plan Comptable Général propose une liste relativement détaillée de comptes de charges (classe 6) et de produits (classe 7). La subdivision est poussée jusqu'aux comptes.

### **B) Les comptes de charges**

#### **60 Achats et variations des stocks**

- achats de marchandises, matières consommables, matières premières, emballages commerciaux.
- Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats + variations des stocks.

#### **61-62 charges externes**

##### **63 Impôts, taxes et versements assimilés**

##### **64 Charges de personnel**

##### **65 Autres charges de gestion courante**

##### **66 Charges financières**

**67** Charges exceptionnelles

**68** Dotations aux amortissements et aux provisions

**69** Participation des salariés, impôts sur les bénéfices.

### **C) Les comptes de produits**

**70** Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises

**71** Production stockée

**72** Production immobilisée

**73** Produits nets partiels sur opérations à long terme

**74** Subventions d'exploitation

**75** Autres produit de gestion courante\*

**76** Produits financiers

**77** Produits exceptionnels

**78** Reprises sur amortissements et provisions

**79** Transferts de charges.

### **D) Conclusion**

Il importe de ne pas confondre les comptes de » charges et les comptes de dettes résultant de ces charges ainsi que les comptes de produits et les comptes de créances résultant de ces produits.

#### **EXEMPLE**

Le 63 Impôts et taxes et le compte 447 Etat – autres impôts et taxes.

Ou encore :

Le 64 Charges de personnel et le compte 42 personnels

Le 643 Charges de Sécurité sociale et le 43 Sécurité sociale.

La séparation des emplois définitifs et des ressources propres en charges et produits de gestion, charges et produits financiers, charges et produits exceptionnels permet d'analyser le résultat final. On peut donc calculer :

- le résultat d'exploitation hors charges et produits financiers,
- le résultat financier (ou résultat courant avant impôt),
- le résultat courant avant impôt,
- le résultat exceptionnel,
- le résultat net comptable.

## **V. Les notions sur les fonds de roulement**

Il est défini par l'excédent des ressources stables ou capitaux permanents par rapport aux actifs immobilisés (y compris actif fictifs).

$$\text{FDR} = \text{Capitaux permanents} \{-\} \text{Immobilisations} \\ \{\text{Ressources stables}\}$$

\* CP ou RS = Capital propres (C Social + report à nouveau + résultat de l'exercice + provisions pour risques et charges à caractère de réserves) + dettes à long terme et moyen termes (à + 1 an)

les dettes à plus d'un an qu'elles soient financières, d'exploitation ou hors exploitation, quelque soit leur nature ou leur objet)

**Remarque :** certains analystes financiers jugent utile de considérer comme ressources stables les amortissements cumulés, auquel cas les immobilisations doivent apparaître pour leurs montants bruts et non pour leurs montants nets à l'actif

$\text{CP ou RS} = \text{CP} + \text{Amortissements cumulés}$
---

\* l'actif immobilisé (AI) = Actifs fictifs immobilisés (certains analystes financières excluent les actifs fictifs des immobilisations et les mettent en diminution des capitaux propres)

+ actifs immobilisés incorporels

+ immobilisations corporelles

+ autres valeurs immobilisées (AIV)

+ valeurs temporairement immobilisées (VTI)

si on ne prend pas en compte les amortissements comme ressources, les immobilisations doivent apparaître pour leur VNC, sinon on prend les immobilisations brutes.

## Le besoin de fonds de roulement

Le BFR est un concept important dans l'analyse de l'équilibre financier et dans celle de la trésorerie.

Le BFR correspond au besoin d'argent ressenti par l'entreprise pour financer son fonctionnement normal et plus précisément pour financer le déroulement de son cycle d'exploitation.

Au bien, la détermination du BFR, s'effectue à un instant donné par comparaison entre les postes de l'actif et de passif circulant excluant les postes de trésorerie.

Le BFR peut être défini par la différence entre l'ensemble des postes de l'actif circulant (stocks, crédits clients, débiteurs divers et comptes de régularisation et d'attente à l'actif et l'ensembles des postes de passif circulant (fournisseurs, créditeurs divers, comptes de régularisation passif), hors trésorerie actif et passif.

Il y a besoin de financement lorsque l'actif circulant est supérieur au passif circulant (hors trésorerie).

Il y a par ressources en fonds de roulement lorsque actif circulant est inférieur au passif circulant (hors trésorerie).

**Remarque :** dans le bilan PC 1957, les effets escomptés et non échus, notés EENE, n'apparaissent pas au bilan ; ils apparaissent en engagement hors bilan et se trouvent en conséquence exclus de l'évaluation du BFR

Certains analystes financiers, considèrent qu'il y a lieu de les réintégrer pour déterminer un niveau de BFR avant financement par escompte. Ce problème ne se pose plus dans le cadre du nouveau PCM 1994 dans la mesure où les EENE sont comptabilisés à l'actif « en effets portés à l'escompte » en contrepartie d'un compte de trésorerie passif « financement par escompte » (crédit d'escompte).

## La trésorerie nette

La trésorerie nette est une résultante qui provient du rapprochement entre l'équilibre financier dit stable, schématisé par le FDR, et l'équilibre financier cyclique schématisé le BFR.

C'est donc une résultant schématisant l'équilibre financier global de l'entreprise à travers la différence :

$$\text{FDR} - \text{BFR} = \text{TN (Trésorerie nette)}$$

Cette TN peut être positive ou négative (excédent ou besoin de trésorerie)

Cette TN doit également être retrouvée au bilan par la différence entre trésorerie actif-trésorerie passif.

$$\begin{aligned} \text{TN} &= \text{FDR-BFR} \\ &= \text{TA -TP} \end{aligned}$$

## **Conclusion :**

L'approche L/E veille à ce que l'entreprise puisse éviter le risque de se trouver dans l'incapacité de faire face à des échéances, risque qui peut se traduire, s'il concerne des montants élevés et s'il persiste, par une cessation de paiement.

**(réaliser l'exercices 1, 2 et 3)**

## ***Module : ECONOMIE DE L'ENTREPRISE GUIDE DES TRAVAUX PRATIQUES***

### **A. LES NOTIONS DES ECONOMIE GENERALE**

I.TP 1 : intitulé du TP les besoins et les facteur de production

#### ***I.1. Objectif(s) visé(s) :***

2- Connaître les besoins et les facteurs de production.

#### **Questions**

1. De nombreux auteurs ont proposé différentes classifications des besoins. Lesquelles connaissez-vous ?

2. Quelle est l'originalité de la classification de Maslow par rapport aux autres classifications ?
3. On est fait allusion à la notion de saturation des besoins. De quoi s'agit-il exactement ?
4. On entend souvent dire que la publicité crée de nouveaux besoins. Que pensez-vous de cette affirmation ?
5. Les auteurs montrent comment les spécialistes de la publicité utilisent le besoin de sécurité, le besoin d'appartenance ou le besoin d'estime. Trouvez d'autres exemples de cette utilisation.

III.2.Durée du TP :

2Heure.....

## B. DEFINITION DE L'ENTREPRISE

I. TP 2 : intitulé du TP Définition de l'entreprise

II.1. Objectif(s) visé(s) :

- Se familiariser avec différentes entreprises

### Questions

- |   | <b>V</b>                 | <b>F</b>                 |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. L'objectif d'une entreprise est de produire des biens et services.....           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Une entreprise combine des « inputs » pour donner naissance à des « outputs »... | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

3. la plupart des entreprises sont pluriproductrices..... ☐ ☐
4. Le profit est le salaire des propriétaires de l'entreprise..... ☐ ☐
5. L'entreprise doit tenir compte de son environnement.
6. Un système est une succession d'éléments interdépendants qui forment un tout en vue d'accomplir une fonction..... ☐ ☐
7. L'entreprise n'est qu'un système technique..... ☐ ☐
8. L'entreprise est un système fermé sur lui même..... ☐ ☐

III.2. Durée du TP:

2Heures.....

## ***C. ETUDE DES CHARGES DE L'ENTREPRISE***

I. TP 3 : intitulé du TP Etude des charges de l'entreprise

II.1. Objectif(s) visé(s) :

- réaliser les charges de l'entreprise

### **Questions**

#### **Exercice 1**

Enregistrer les opérations suivantes au journal

Achat de fournitures de bureau non stockées  
Régulé par chèque. TVA 20.60%

Brut HT 350 DH

Notre essence, réglé par chèque

180DH

Facture du transporteur

Remise de 5% ; TVA 20.60%

Brut HT 358 DH

Honoraires du géomètre

TVA 20.60% ; réglé par chèque

HT 3500 DH

Achat de marchandises

Remise de 5 et 4 % ; TVA 20.60%

Brut HT 6980 DH

Facture fuel pour le chauffage dont TVA 20.60 %

TTC 4550 DH

Timbres-poste

400 DH

## Exercice 2

Enregistrer les opérations suivantes au journal

- Paiement du loyer trimestriel par chèque ; TVA 20.60%

HT 4500 DH

- Reçu documentation, réglé par chèque ; TVA 5.5%

HT 880 DH

- Salaire de la secrétaire intérimaire, réglé par chèque ; TVA 20.60%

HT 1280 DH

- Note de restaurant, réglé en espèces

HT 530 DH

- Téléphone, réglé par chèque ; TVA 20.60%

HT 840 DH

III.2. Durée du TP:

2Heure.....

## D. LES CHARGES D'AMORTISSEMENT

I. TP 4 : intitulé du TP Les charges d'amortissement

II.1. Objectif(s) visé(s) :

- réaliser les charges d'amortissement

### Questions

### **Exercice 1**

Extrait de la balance avant inventaire de la maison Le grand au 31/12/19 N :

Matériel de bureau et matériel informatique	51 800
Matériel et outillage industriels	74 000
Amortissements	62 900

Le matériel de bureau et le matériel et outillage industriels ont été achetés à la même date et amortis au même taux linéaire de 10%

Déterminer la date d'acquisition

### **Exercice 2**

Le matériel et outillage industriel figure au bilan au 31/12/19 N de la maison Deval pour sa valeur nette comptable :

Matériel et outillage industriels = 140 000 DH

Il a été acquis en janvier N – 2 et amorti au taux de 10%.

Fin juin 19 N + 1, la Maison Deval cède la moitié de son matériel et outillage pour une valeur de 60 000 DH

- Calculer la valeur d'origine du matériel et outillage.
- Passer au journal les écritures concernant la cession de mai 19 N +1.

III.2. Durée du TP:

2 Heure.....

## ***E. LES CHARGES FISCALES***

I.TP 5 : intitulé du TP Les charges fiscales

II.1. Objectif(s) visé(s) :

- réaliser les charges fiscales

## Questions

### Exercice 1

Le comptable de la société Eva a constaté, le 1<sup>er</sup> septembre 19 N, la cession de la camionnette Peugeot en passant au journal l'écriture suivante :

	Banque	28 000	
	Produit des cessions d'immobilisation		28 000

Cette camionnette avait été acquise le 2 janvier 19 N – 3 pour 57 000 DH TVA 20.60% et amortie au taux de 20%.

- Régulariser les écritures relatives à cette cession en tenant compte de la TVA à 20.60%. 28 000 DH et le prix TTC.

### Exercice 2

Au 31/12/N, le matériel de la société Filox figure au bilan pour la valeur nette comptable de 55 371.10 DH.

Le matériel a été acquis en janvier N – 3 et amorti dégressivement sur 10 ans (coefficient 2.5).

- Retrouver la valeur d'origine et présenter le tableau d'amortissement.

II .2. Durée du TP:

2 Heures.....

## **F- LES MOYENNES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

I.TP 1 : intitulé du TP les moyennes de financement et de paiement

I.1. Objectif(s) visé(s) :

- Apprendre à réaliser les moyennes de financement et paiement

## Questions

### Exercice 1

- 1) Dans quel(s) cas, selon vous, les dirigeants préfèrent-ils l'autonomie à la croissance ?
- 2) Inversement, dans quel(s) cas préfèrent-ils la croissance à l'autonomie ?
- 3) Qu'est-ce qu'un « apport personnel » ? Pourquoi cet apport est-il nécessaire pour tout emprunt ?
- 4) Supposez que vous soyez actionnaire d'une société, pour-quoi espéreriez-vous une rémunération des capitaux propres ?

### Exercice 2

- |   | V                        | F                        |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. Un ratio est un rapport entre deux grandeurs.....  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Les ratios de structure de l'actif varient selon l'importance des immobilisations des entreprises.....           | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Les banques examinent attentivement le ratio d'endettement à long et moyen terme avant d'accorder un crédit..... | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Le ratio de financement des immobilisations a la même signification que le fonds de roulement.....               | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. L'autonomie financière d'une entreprise et l'autofinancement de ses immobilisations sont incompatibles.....      | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. Les capitaux empruntés coûtent toujours beaucoup plus cher que les capitaux propres.....                         | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7. L'effet de levier est l'augmentation de la production due à un investissement nouveau .....                      | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

II .2. Durée du TP:

2 Heures.....

## **G- Notions de comptabilité générale**

I. TP 2 : intitulé du TP notions de comptabilité générale

II.1. Objectif(s) visé(s) :

Appliquez et effectuez les notions de comptabilité générale

### Exercice 1

a) Le 5 mars Monsieur Durand ouvre un commerce de jouets.  
Il apporte à son exploitation :

un local dont il est propriétaire	300 000 DH
un mobilier qu'il a achetée	60 000 DH
une machine à calculer achetée	2 500 DH
une machine à écrire	3 000 DH

Il fait procéder à divers aménagements 12 000 DH

Il dépose dans la caisse de l'entreprise 60 000 DH

Ces différents élément(ts) représentent l'apport personnel de Monsieur Durand à son entreprise :

- Calculer le capital de l'entreprise.
- Etablir le bilan d'ouverture.

b) Le 8 mars Monsieur Durant reçoit de son fournisseur Alian un lot de marchandises d'une valeur de 30 000 DH . Il règle immédiatement 15 000 DH par remise d'un chèque bancaire tiré sur la BNP et règlera le reste dans 3 mois.

- Présenter le nouveau bilan.
- Les ressources dont dispose l'entreprise ont –elles changé ? Pourquoi ?

c) Le 10 mars les ventes de la journée réglées en espèces s'élèvent à 5 000 DH (les marchandises vendues avaient été achetées 3 600 DH).

- Présenter le nouveau bilan.
- D'où provient l'augmentation des ressources ?

## **Exercice 2**

Déterminer si les opérations suivantes doivent apparaître au bilan ou au compte de résultat.

5 juin : Achat de marchandises	800 DH
Achat d'une machine à calculer	1 200 DH
Achat de fournitures bureau	500 DH
Ventes au comptant	1 000 DH

6 juin : Ventes à crédit

Achat d'une voiture de tourisme	1 500 DH
chat d'emballage commerciaux	52 000 DH
Règlement facture eau	200 DH
Achat de gazoil pour appartement privé	850 DH
7 juin : Achat d'un classeur	1 500 DH
Règlement d'une note de restaurant (réception d'un important client)	520 DH

### Exercice 3

Présenter le compte de résultat.

Achat à crédit de marchandises à Dupuis	8 250 DH
Achat de marchandises au comptant à Caron contre un chèque de sur la Société Générale	700 DH
EREnregistrement des salaires du mois	1 584 DH
Reçu avis du percepteur pour la taxe habitation	920 DH
Reçu facture de l'électricien pour travaux effectués	930 DH
Payé en espèces à la livraison pour frais de transport de marchandises achetées	103 DH
Achat de timbres poste en espèces	80 DH
Ventes de marchandises à crédit au client Durand	3 200 DH
Ventes de marchandises au comptant en espèces au client Prerie	4 840 DH
Encaissement d'un loyer en espèces (Immeuble rattaché à l'entreprise)	5 000 DH

III .2. Durée du TP:

4 Heures.....

## **ÉVALUATION**

### **Fin De Module Étude de Cas**

#### **CAS BETA**

L'entreprise BETA se caractérise par les données d'exploitation suivantes sur deux exercices successifs N et N-1.

#### **a. Comptes de produits de charges des exercices N – 1 et N**

<b>Charges</b>	<b>N</b>	<b>N-1</b>	<b>Produits</b>	<b>N</b>	<b>N-1</b>
Achats Revendu de Mses	101.100	102 600	Ventes de Marchandises	139 500	137 000
Achats Consommés de M. Et Fourn.	879.800	983 600	Ventes de biens et Sce Produits	2 610 500	2 730 000
Autres Charges Externes	439.800	348 400	Variation de stocks de PF	(103 400)	(69 500)
Impôts Et Taxes	88.900	89 200	Im. Produits par l'Ent pour elle même	41 720	52 870
Salaires	758 000	841 100	Reprise, tsfe de charges	283 000	334 300
Charges Sociales	290 800	322 100	Autres produits d'exp.	3 600	3 400
Dotation aux Amortissements	158 000	187 700	Produits financiers	22 000	32 300
Dotation aux Provisions	7 800	37 000	Produits non courants	50 000	60 100
Dotation aux Prov. pour Risques et Charges	-	600			
Autres Charges D'exp.	2 600	2 340			
Charges Financières	69 000	96 000			
Charges non Courantes	272 000	498 000			
Impôts Sur es Sociétés		6 500			
Résultat Net Comptable	(40 880)	(234 670)			
<b>TOTAL</b>	<b>3 046 920</b>	<b>3 280 470</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 046 920</b>	<b>3 280 400</b>

#### **b. Évolution de l'activité et des résultats depuis N – 4**

	<b>N - 4</b>	<b>N - 3</b>	<b>N - 2</b>	<b>N - 1</b>	<b>N</b>
Chiffres d'affaires	2 390 800	2 810 400	2 920 400	2 920 000	2 750 000
Résultat net	87 200	46 700	(17 900)	(234 670)	(40 860)
Dividendes	47 100	35 300	-	-	-
Effectif du personnel	9 600	9 700	9 700	8 9000	8 100

#### **Questions :**

- Élaborer l'état des soldes de gestion de la société Béta.

<b>Résumé de Théorie et Guide de travaux pratique</b>	<b><i>Droit En Travaux Publics/Economie Et Gestion De L'entreprise En Travaux Publics Economie Et Gestion De L'entreprise En Travaux Publics</i></b>
---	--

- Analyser la structure d'activité et des résultats et leur évolution.

***Liste des références bibliographiques.***

<b><i>Ouvrage</i></b>	<b><i>Auteur</i></b>	<b><i>Edition</i></b>
<b>ECONOMIE D'ENTREPRISE</b>	<b>D.Larue</b>	<b>HACHETTE Edition</b>
<b>GESTION DE LA PRODUCTION</b>	<b>FRANCOIS BLONDEL</b>	<b>2<sup>e</sup> édition</b>
<b>DIAGNOSTIC ANCIER DE L'ENTREPRISE</b>	<b>NAJIB IBN ABDELJALIL</b>	<b>3<sup>e</sup> édition</b>
<b>Comptabilité Générale de l'entreprise</b>	<b>Alain FAYEL &amp; Daniel PERNOT</b>	<b>10<sup>e</sup> édition</b>
<b>Rédiger les procédures de l'entreprise</b>	<b>Alain HENRY</b>	<b>2<sup>e</sup> édition</b>